



---

# **Projet de Loi portant création d'une Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Etranger**

**Proposition élaborée dans le cadre d'un travail consultatif tourné  
vers l'ensemble des tunisiens à l'étranger. Avril à mai 2014**

**Itidel Barboura, coordinatrice, chargée du projet de création d'une haute instance représentative  
des tunisiens à l'étranger.**

**Ministère des Affaires Sociales. Mai 2014**

## Généralités

Ce document présente l'élaboration d'un projet pour la création d'une haute instance représentative des tunisiens à l'étranger. Il est le fruit de la consultation engagée depuis plus de deux ans auprès d'une majorité de représentants de tunisiens à l'étranger. C'est surtout la concrétisation de trente ans d'efforts et de doléances de la diaspora.

Nous avons regroupé l'ensemble des travaux et études sur le sujet entre mai 2011 et avril 2014. Les propositions émanent de 24 zones consulaires, de nombreuses compétences et plus de 465 associations de tunisiens à l'étranger. Ces travaux ont permis la présentation d'une nouvelle proposition de projet qui se veut la plus proche des recommandations du citoyen tunisien expatrié.

Durant cette nouvelle étape, le ministre des Affaires Sociales propose de finaliser l'écriture du nouveau projet de loi avec l'ensemble des tunisiens à l'étranger. Il ne constitue en aucun cas la position des instances gouvernementales ou administratives. Plusieurs acteurs d'horizons pluriels ont contribué sérieusement à faire vivre ce projet. Dans l'ensemble, les diverses rédactions de projet transmises au ministère convergent vers les mêmes objectifs. Le projet qui suit vise à retranscrire la synthèse des consultations ainsi que les nombreux projets complets transmis au ministère. Il demeure cependant quelques zones d'ombres qui imposent le débat.

En effet, il sera élaboré une dernière phase de consultation à partir du présent projet et insistant sur les points suivants : **La dénomination de l'instance, sa composition, le mode d'attribution de ses membres (élection ou désignation), la question du rattachement, le lien avec les députés de l'immigration, avec l'OTE, ou avec l'administration. (Éventuellement d'autres propositions sur le reste du texte)**

Les rédacteurs du projet ne prétendent aucunement que son contenu soit exhaustif. Les propositions avancées visent essentiellement à susciter le débat et améliorer par conséquent le projet aussi bien en ce qui concerne le fond que sur la forme. C'est pourquoi, nous vous proposons aujourd'hui de participer activement à son édifice en l'enrichissant de votre contribution.

Itidel Barboura

Coordinatrice, chargée du projet de création d'une haute instance représentative des tunisiens à l'étranger.

Ministère des Affaires Sociales. Avril 2014

## CONTEXTE

### **La nécessité de construire un projet pour les tunisiens à l'étranger**

Le projet qui a motivé ce travail est tourné vers la population d'origine tunisienne vivant à l'extérieur du pays. Cette population est la conséquence directe du fort taux d'émigration que connaît la Tunisie depuis son indépendance en 1956.

Dans les années 1960 et 1970, la conjoncture économique favorable que connaît la France contribue à amplifier le phénomène. Le début des années 1980 voit un véritable essor de la communauté tunisienne dans ce pays en raison des régularisations.

Le projet qui nous concerne a connu une esquisse vers la fin des années 80. En effet, la loi n°90-55 du 18 juin 1990 portant création du conseil supérieur des tunisiens résidents à l'étranger a renforcé une volonté politique restée à ce jour en attente de concrétisation.

Les demandes motivées de la société civile tunisienne à l'étranger nous ont conduit vers l'édifice d'un nouveau projet en phase avec l'évolution sociale, économique et démographique des tunisiens à l'étranger.

En effet, les citoyens expatriés représentent une identité plurielle dont la capacité économique est devenue un moteur essentiel au développement du pays. Les transferts d'argent, les achats en bien immobilier, les actions associatives, les investissements en projet de développement sont autant de facteurs favorables à l'économie tunisienne.

Par ailleurs, on dénombre un taux de plus en plus élevé d'intellectuel, de chercheurs ou de scientifique tunisiens résident à l'étranger. 95 % d'entre eux mettent leur compétence au service du pays, 100% d'entre eux sont un parfait rayonnement de la Tunisie à un niveau international.<sup>1</sup>

Nous retenons essentiellement une richesse identitaire diversifiée des tunisiens à l'étranger. En effet, aux intellectuels et migrants économiques, on dénombre les militants politiques, les

---

<sup>1</sup> Sources OTE et OIM. 2012

immigrés clandestins, les binationaux d'un père ou d'une mère étrangère et les tunisiens nés à l'étranger.

Toute cette communauté représente aujourd'hui, 10% de la population tunisienne, 5% du produit intérieur brut et 23% de l'épargne nationale.<sup>2</sup>

Néanmoins, ils conservent un lien fort avec la Tunisie, et représentent un moteur de développement que le sentiment d'appartenance nationale vient renforcer et pérenniser.

## **I. L'impact de la révolution tunisienne sur la diaspora : Le besoin d'une réelle représentation démocratique.**

La révolution tunisienne du 14 janvier 2011 a activé une forte mobilisation de tunisiens à l'étranger. Une double finalité expose ces motivations : Celle de suivre et d'accompagner le pays dans sa transition démocratique mais également celle de pouvoir exprimer démocratiquement les revendications de la communauté expatriée.

Les effets psychologiques de la révolution sur les tunisiens à l'étranger ont donné l'occasion d'exprimer l'apparition de nouvelles attentes ainsi que de nouvelles ambitions ne se limitant pas à des revendications d'ordre matériel (tels que les avantages fiscaux ou douaniers).

En effet, le contexte post révolutionnaire a permis d'atteindre des objectifs sociétaux de nature qualitative basés sur la participation et la place des TRE dans la construction de la nouvelle Tunisie. La représentation démocratique des tunisiens à l'étranger dans l'espace politique est sortie de l'utopie le 23 octobre 2011, lors de l'élection de 18 députés dit « de l'immigration ».

Depuis, le Gouvernement a compris la nécessité de faire aboutir ce processus démocratique en instaurant une réelle représentation de proximité émanant des revendications des tunisiens expatriés.

---

<sup>2</sup> Sources. OTE. 2012

Des consultations se sont tenues entre les différents acteurs de la diaspora tunisienne à l'étranger et les représentants des pouvoirs publics en charge de la question de l'émigration tunisienne.

Le projet de création d'une haute instance représentative se veut inclusive et participative afin que la communauté tunisienne à l'étranger soit encadrée et supportée dans son évolution et dans sa participation au développement de la Nation.

## **II. Pour une instance représentative plus forte et plus solidaire**

Nul n'ignore que la citoyenneté incarne le respect des droits et des citoyens d'un Etat quel que soit le lieu d'où elle s'exprime. De nombreux pays ont intégré les citoyens de leur communauté expatriée à travers des organes de représentation permettant de garantir leur droit. La question de la représentation politique des tunisiens établis hors de Tunisie est ancienne de 25 ans. Sa prorogation vient renforcer le désir inassouvi d'une citoyenneté forte, pleine et solidaire en conjuguant les efforts de toutes les générations aux allégeances multiples.

Un projet inclusif de tous ces acteurs, pour la constitution d'une haute instance représentative des tunisiens à l'étranger a été souhaité et proposé afin de permettre à cette importante partie de la société civile tunisienne d'être présente et importante dans la construction et le développement de la Tunisie mais surtout afin que l'immigration des tunisiens soit encadrée et supportée dans son évolution.

Aujourd'hui, cette évolution se caractérise essentiellement par un pluralisme identitaire. En effet, les tunisiens à l'étranger ne sont pas seulement immigrés. Ils sont aujourd'hui au stade de quatrième génération dont la plupart sont des binationaux, biculturels, non arabisant, de parents étrangers... On compte aussi les saisonniers, les étudiants, les hommes d'affaires, les sans papier (qui n'ont pas de résidence officielle). C'est pourquoi, nous avons souhaité donner une dénomination plus globalisante et plus proche de la réalité contemporaine en qualifiant provisoirement l'instance de Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger (HCTE)

Il est important de rappeler que les tunisiens expatriés sont, quel que soit leur identité, une partie intégrante de la société tunisienne. Aujourd'hui, il devient indispensable de construire un nouvel espace les caractérisant à travers une évolution positive des formes d'administration basée sur la confiance, la bonne définition du service public et l'instauration d'un dialogue constructif avec les institutions gouvernementales.

En réponse à la situation préjudiciable tant à la représentation effective des tunisiens à l'étranger, qu'à la place de la Tunisie dans le monde, le présent projet de loi a pour objectifs convergents :

- De servir d'institution de dialogue, d'échange, d'initiative et de proposition
- D'assurer le suivi et l'évaluation des politiques migratoires
- De susciter et de favoriser toute initiative de nature à améliorer les conditions de vie des tunisiens à l'étranger
- De promouvoir la défense de leurs droits et intérêts matériels et moraux
- De valoriser et d'amplifier leur participation au développement politique, économique, culturel et social du pays.
- De promouvoir et de valoriser la culture tunisienne
- De tisser les liens entre les générations issues de l'immigration tunisienne
- De défendre les problématiques territoriales que rencontrent les citoyens expatriés

Afin de parfaire ce processus, plusieurs paramètres sont à prendre en considération :

- La mise en œuvre d'une stratégie globale obéissant à une politique nationale tournée vers le projet.
- Une communication de grande ampleur avec notamment une sensibilisation de la question des tunisiens à l'étranger dans le débat public et médiatique tunisien.
- La prise en compte de la particularité des TRE dans la mise en place du projet (identité plurielle, plurilinguisme, illettrisme, biculturalisme...)
- La prise en compte des questions de territorialité dans le traitement et le suivi du projet

Tels sont, Mesdames, Messieurs les citoyens expatriés, les motifs de la présente proposition de projet de loi que nous vous demandons de bien vouloir compléter et enrichir.

# **Projet de Loi portant création d'une Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Etranger**

## ***Titre I : Dispositions relatives à la Haute Instance Représentatives des Tunisiens à l'Etranger***

### ***Chapitre I : Dispositions générales***

#### **Article 1**

L'article 1: ***La Dénomination\****

Il est établi auprès du Président de la République un conseil consultatif dénommé ***le " Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger " (HCTE)***.

***Autres propositions : Conseil Supérieur de l'immigration (CSI), Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Etranger (HIRTE) , le Haut Conseil des Tunisiens Expatriés (HCTE)***

***Nous lui donnerons la qualification de « Haut Conseil » (HC) jusqu'à consultation définitive***

#### **Article 2**

L'article 2 :

Le Haut Conseil (HC) est une instance indépendante, il ne reçoit aucune instruction dans l'exercice de ses attributions.

### ***Chapitre II : Dispositions relatives aux attributions du HC***

#### **Article 3**

L'article 3 :

Le ***Haut Conseil*** a pour mission, dans le respect des attributions conférées par l'État,

- De participer à l'élaboration de la politique nationale relative aux tunisiens à l'étranger.
- De participer à l'élaboration d'une stratégie de communication avec les Tunisiens à l'étranger répondant à leurs soucis et renforçant l'image de la Tunisie
- De contribuer à la défense et au respect des droits et intérêts des tunisiens à l'étranger
- D'accorder aux nouvelles générations la place méritée et veiller à assurer leur participation effective dans la conception et l'exécution de la politique.
- De suivre la situation des compétences et des étudiants tunisiens à l'étranger et leur élaborer des plans de communication et de partenariat en vue de soutenir le développement en Tunisie et de renforcer son image dans les pays d'accueil.
- A la lutte contre toute forme de discrimination ainsi qu'à la protection de leurs personnes et de leurs biens vu le degré de ségrégation raciale et religieuse qui sévit de plus en plus dans certains pays d'accueil et notamment en Europe.
- Au développement de l'éducation et de l'économie tunisienne hors de Tunisie.
- A la promotion du patrimoine culturelle et identitaire tunisien dans le monde.
- A renforcer la solidarité entre tunisiens expatriés et entre les tunisiens et la Tunisie

#### **Article 4**

L'article 4 :

Le *HC* est consulté par le Gouvernement, sur l'ensemble des projets de textes législatifs et réglementaires intéressant les tunisiens de l'étranger, et sur toutes questions civiques ou relatives aux commissions, notamment les questions culturelles, éducatives, économiques et sociales les concernant.

Le *HC* est consulté à l'occasion d'accords bilatéraux en matière de sécurité sociale et de main d'œuvre. Il peut également émettre des propositions concrètes en vue de promouvoir la qualité des services administratifs, consulaires et sociaux rendus au profit des tunisiens à l'étranger.

## **Article 5**

L'article 5 est :

Le *HC* collabore avec l'observatoire scientifique de l'émigration afin de réaliser des études, adopter des avis et des recommandations relatives aux questions territoriales et aux réformes à caractère législatif et réglementaire concernant les tunisiens à l'étranger.

## **Article 6**

L'article 6 est :

Le *HC* élabore un rapport annuel qui comporte :

- les résultats et l'état des finances du *HC*.
- le budget prévisionnel de l'exercice de l'année suivante.
- une présentation des différentes activités de l'année précédente, et des données afférentes.
- une analyse concernant le degré de réalisation des objectifs fixés pour l'année précédente.
- un descriptif des objectifs pour l'année suivante.

## ***Chapitre III : Dispositions relatives à la composition du HC et au statut de ses***

### ***membres***

## **Article 7**

L'article 7 :

Le *HC* doit assurer et préserver l'égalité entre tunisiens à l'étranger. Il doit être garant d'une représentativité réelle et équilibrée en veillant au respect du principe d'équité entre les générations, de parité homme-femme quel que soit le statut social ou le lieu de résidence.

## Article 8 : Composition\* : Deux propositions

<p><i>Proposition 1 :</i></p> <p><i>Le Haut conseil est composé comme suit :</i></p> <p><b>A. les représentants des associations de l'immigration tunisienne</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>Nombre des représentants des associations de l'immigration tunisienne</i></li></ul> <p><i>La moitié (1/2) des sièges du Haut conseil sera composée des représentants des associations de l'immigration tunisienne et des Tunisiens à l'étranger.</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>Les critères de choix des représentants des associations des migrants tunisiens à l'étranger :</i></li></ul> <p><i>Afin d'éviter les équivoques, la représentation des associations au HC, doit être négociée et partagée. Elle doit se faire selon des critères objectifs, mesurables, évaluables. Ainsi, nous proposons que les associations représentées doivent :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>Justifier d'une existence légale (déclaration au Jo) et jouir de la personnalité juridique,</i></li><li>- <i>Justifier d'un nombre de membres (à déterminer en commun) ;</i></li><li>- <i>Présenter une comptabilité certifiée et d'un</i></li></ul>	<p><i>Proposition 2 :</i></p> <p><i>Le Haut conseil est composé comme suit :</i></p> <p><i>Le HCTE est composé de membres élus et membres désignés</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>conseillers locaux élus au scrutin universel direct représentant les citoyens tunisiens résidents à l'étranger.</i></li><li>- <i>un comité de personnalités qualifiées nommés sur la base de leurs compétences personnelles et de leur rayonnement à l'étranger notamment dans le domaine économique, culturel et social.</i></li><li>- <i>membres de droit, représentants des administrations désignés par les administrations concernées.</i></li></ul> <p><i>Election*</i></p> <p><i>Les membres du HCTE sont élus par les conseillers locaux au sein de chaque circonscription consulaire disposant d'un conseil local.</i></p> <p><i>Les membres du HCTE sont élus dans le cadre de circonscriptions électorales délimitées en annexe.</i></p> <p><i>Le nombre des conseillers à élire dans chaque circonscription est déterminé en fonction de la part de la population tunisienne de chaque</i></p>
---	--

<p><i>rapport d'activité annuel ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Etre reconnues par un certain nombre d'institutions publiques, comme associations actives et impliquées dans le champ de l'immigration</i></li> </ul> <p><b>B. Les représentants des Ministères et des administrations publiques</b>  <i>Le 1/4 des sièges du Haut conseil des Tunisiens à l'étranger sera composé des représentants des Ministères, des administrations et des offices publiques traitant de la question migratoire tels que les ministères des affaires étrangères, des affaires sociales du secrétariat d'Etat à l'émigration et des Tunisiens à l'étranger, de l'économie et des finances, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'Emploi et de la formation professionnelle et ministère de la famille et de la solidarité, de l'Office des Tunisiens à l'étranger.</i></p> <p><b>C. Les personnalités qualifiées</b>  <i>Le 1/4 des sièges du Haut conseil des Tunisiens à l'étranger sera composé de personnalités qualifiées représentant :</i></p> <p><i>Des Tunisiens acteurs dans les domaines économiques, sociaux, culturels, universitaires, syndicaux dans les pays de résidence.</i></p> <p><i>Des personnalités choisies pour leurs compétences et leur connaissance des questions migratoires et de développement vivant en Tunisie et/ou à l'étranger</i></p> <p><i>Des représentants du mouvement syndical des travailleurs, des organisations professionnelles patronales, organisations des agriculteurs et des</i></p>	<p><i>circonscription électorale, arrêtée au 1er janvier de l'année de l'élection.</i></p> <p><i>Les conseillers au HCTE sont élus dans la proportion des trois quart des membres.</i></p> <p><i>Dans le cas où il ne peut être organisé d'élections dans certaines circonscriptions électorales, les représentants de ces circonscriptions seront désignés par le Président de la République.</i></p> <p style="text-align: center;"><b><u>Présence « d'hommes secteur » dans le haut conseil*</u></b></p> <p><i>Le Gouvernement désigne des membres de droit dans la proportion d'un huitième des membres, représentant notamment les ministères suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Ministère des Finances.</i></li> <li>- <i>Ministère du Transport.</i></li> <li>- <i>Ministère des Affaires Étrangères.</i></li> <li>- <i>Ministère du développement et de la coopération internationale.</i></li> <li>- <i>Ministère des Affaires Sociales.</i></li> <li>- <i>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.</i></li> <li>- <i>Ministère de la Justice.</i></li> </ul> <p><i>Ils peuvent assister aux séances du HCTE et aux réunions de ses différentes commissions avec une voix consultative.</i></p>
---	--

*organisations de la jeunesse et particulièrement les étudiants.*

***Mode de désignation des personnalités qualifiées***

*Les personnalités qualifiées doivent être désignées conjointement par les représentants des ministères, des administrations et des offices publics traitant de la question migratoire et des représentants des associations de l'immigration tunisienne et des Tunisiens à l'étranger*<sup>3</sup>

***Désignation \****

*Le Gouvernement, après consultation du HCTE désigne un comité de personnalités qualifiées afin d'enrichir la réflexion du HCTE par leurs avis, dans la proportion d'un huitième des membres.*

*Ils participent aux séances du HCTE et aux réunions de ses différentes commissions avec une voix consultative.*

*Le Gouvernement procède aux nominations dans le respect des critères de compétence, d'indépendance et d'égalité hommes-femmes.*<sup>4</sup>

**Article 9**

Ne peuvent être élus ou désignés membre du *HC* les personnes ayant assumé :

- des responsabilités gouvernementales ou politiques ou ayant été salariées d'un parti politique, pendant les deux années précédant leur élection ou leur nomination.
- une fonction dans une organisation officielle tunisienne à l'étranger.
- des activités professionnelles dans les représentations consulaires et diplomatiques de Tunisie.
- une responsabilité au sein des structures du RCD à l'époque de l'ancien régime.

---

<sup>3</sup> Proposition extraite du projet de loi de l'ATF nationale

<sup>4</sup> Proposition émise dans le projet Majlesna

## **Article 10**

La durée du mandat des représentants du *HC* est de quatre ans. Il est renouvelé par moitié tous les deux ans.

Les représentants du *HC* ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs.

## **Article 11**

Les indemnités et avantages accordés aux membres du *HC* sont fixés par décret.

## ***Chapitre IV : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du HC***

## **Article 12**

Le *HC* comprend :

- l'assemblée plénière
- le président
- deux vice-présidents
- le bureau
- le secrétariat général
- les commissions permanentes
- les commissions temporaires

## **Article 13**

L'assemblée plénière qui réunit les membres élus, les membres désignés ainsi que les membres de droit est chargée de déterminer la stratégie générale du *HC*. Elle se tient à Tunis au moins deux fois par an.

Elle se réunit sur convocation de son président afin de délibérer sur l'ordre du jour, et notamment :

- approuve le programme prévisionnel de l'action du *HC*.
- statue sur les projets de rapports, les recommandations et les avis qui lui sont soumis par les commissions.

- approuve le budget prévisionnel de l'année suivante.

#### **Article 14**

Le président du *HC* est élu en son sein, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, par les membres élus du Haut Conseil, pour une durée de quatre ans.

#### **Article 15**

Le bureau est composé du président, des vice-présidents du Haut Conseil, et des rapporteurs généraux des commissions permanentes. Il assure la continuité des travaux pendant l'intersession. Il se réunit quatre fois par an.

#### **Article 16**

Les membres sont répartis au sein de commissions spécialisées qui préparent les rapports soumis au bureau ou à l'assemblée plénière. Chaque membre fait obligatoirement partie d'une commission permanente et d'une seule. Les commissions permanentes sont au nombre de trois :

- Commission Actions culturelles et éducatives,
- Commission Affaires économiques,
- Commission Affaires juridiques et sociales / relation avec le citoyen.

Le champ de compétences de chacune de ces commissions est défini par décret.

### ***Titre II : Les Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Etranger***

#### ***Chapitre I : Dispositions relatives aux attributions des Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Etranger***

**Article 17**        *Cet article apporte un éclairage relatif aux relations et aux rôles des représentants du HC avec l'administration tunisienne à l'étranger, l'Office des Tunisiens à l'Etrange ainsi qu'avec les députés de l'immigration.*

Dans les domaines relevant de leur compétence, les Coordinateurs Locaux sont les représentants du HC. Ils sont indépendants de toute hiérarchie administrative. Ils bénéficient d'un local servant de lieu d'accueil et de permanence. Ils défendent les problématiques locales des tunisiens de leur zone de résidence en contribuant :

- A l'amélioration des pratiques de gestion du service public dans les administrations tunisiennes à l'étranger par une coopération et une coordination avec les autorités diplomatiques.
- A favoriser la médiation entre les tunisiens résidents à l'étranger et l'administration tunisienne.
- A jouer un rôle d'informateur et de porte-voix des tunisiens à l'étranger de la zone de résidence du coordinateur sur les thèmes évoqués dans les commissions.
- A proposer toutes les mesures et particulièrement les mesures d'ordre juridique, qui sont de nature à garantir le respect des droits des tunisiens résidents à l'étranger.
- A promouvoir, en collaboration avec les autorités tunisiennes ainsi que les associations de tunisiens de la circonscription, la vie sociale et culturelle.
- A assurer le suivi et à remonter les problématiques locales des citoyens expatriés de manière complémentaire avec les députés de l'immigration.

## ***Chapitre II : Dispositions relatives à la composition des Coordinations Locales***

### **Article 18 Les Coordinateurs Locaux\***

Les Coordinateurs Locaux représentent les citoyens tunisiens résidents à l'étranger inscrits dans la même zone consulaire.

Ils sont :

***1/ Soit élus pour quatre ans au suffrage universel direct <sup>5</sup> (voir note de bas de page)***

---

<sup>5</sup> Les membres des Coordinations Locales sont élus dans chaque circonscription au scrutin de liste à un tour.

*2/ Soit désignés pour quatre ans sur la base d'un dossier de candidature et d'une audition publique équivalent aux procédures mises en place pour les candidatures à l'ISIE.*

*3/ Soit élus pour quatre ans en qualité de représentant associatif selon les critères relatifs à l'article 8- proposition 1.*

#### Article 19

Sont éligibles ou désignés les électeurs inscrits sur l'une des listes consulaires de la circonscription dans laquelle ils se présentent.

Afin de justifier d'une maîtrise des questions territoriales notamment relatives aux problématiques des secondes et troisièmes générations, les candidats doivent justifier d'une résidence effective d'un minimum de dix années dans la circonscription pour laquelle ils présentent leur candidature.(pour les zones de plus de 10000 résidents)

La Coordination Locale est composée au minimum d'un tiers de femmes et d'un tiers de moins de 35 ans.

#### Article 20

Une coordination Locale est instituée au sein de toute zone géographique comptant au moins 10000 citoyens expatriés et disposant d'un service consulaire. Les zones de moins de 3000

---

L'élection a lieu à la représentation proportionnelle dans les circonscriptions qui élisent au moins trois conseillers, dans les autres circonscriptions, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

Les sièges attribués à la représentation proportionnelle obéissent la règle de la plus forte moyenne entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au sein de la circonscription, selon l'ordre de présentation de la liste.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Les listes présentées doivent satisfaire à l'exigence de parité, et adopter l'organisation alternée homme-femme des listes dès lors que le scrutin proportionnel s'applique. Proposition de Majlesna

citoyens expatriés ayant des problématiques territoriales spécifiques sont représentées par un Coordinateur Local.

### ***Chapitre III : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Coordinations Locales***

#### Article 21

Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Coordinations Locales seront déterminées par Décret. Une charte éthique et un règlement intérieur commun à toutes les zones seront adoptés pour l'instauration des Coordinations Locales.<sup>6</sup>

### ***Titre III : Dispositions finales***

#### Article 22

#### **Echéance relative à la mise en place du Haut Conseil\***

En attendant la mise en place des futures institutions législatives et exécutives, conformément à la nouvelle constitution, deux propositions sont évoquées :

- 1 : La préparation des candidatures ou des élections aura lieu de manière concomitante à celle du Président de la République.
- 2 : La préparation des candidatures ou des élections aura lieu après les élections présidentielles.

Proposition de projet reprenant de nombreux travaux des tunisiens résidents à l'étranger.

Avril 2014.

---

<sup>6</sup> Afin d'optimiser l'information et la participation de la société civile au futur fonctionnement du HC, la charte éthique et le règlement intérieur seront rédigés et mis en place avant le lancement du HC.

## Note à l'attention des tunisiens à l'étranger

Ce texte de loi est le fruit d'importants investissements de tunisiens résident à l'étranger, indépendants ou sous contrat administratif, représentants de collectifs et experts. De nombreux juristes engagés dans la réussite du projet ont contribué fortement à l'exhaustivité de certains articles.

Afin de parachever l'écriture du projet et dans l'optique de définir des objectifs consensuels, nous vous proposons Mesdames et Messieurs de débattre des points suivants demeurés sans consensus.

### Questions juridiques :

- Article 1 : La dénomination
- Article 8 : La Composition –désignation ou élection
- Article 17- Chapitre I : Dispositions relatives aux attributions des Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Etranger

*Relations et rôles des représentants du HC avec l'administration tunisienne à l'étranger, l'Office des Tunisiens à l'Etranger ainsi qu'avec les députés de l'immigration.*

- Article 18-Chapitre II : Dispositions relatives à la composition des Coordinations Locales  
*Désignation ou élection des représentants du HC dénommés Coordinateurs Locaux*
- Article 22- Titre III : Dispositions finales

*Echéance relative à la mise en place du Haut Conseil- Avant ou Après élection*

### Questions non juridiques

- La feuille de route (prochaines étapes et calendrier)
- Comment assurer un suivi de la société civile jusqu'à la mise en place du projet ?  
(désignation de coordinateurs ou de personnes relais dans chaque zone consulaire)
- ❖ **Une conférence de consensus fin mai 2014 permettra de définir des recommandations basées sur l'ouverture d'un débat démocratique.**

Annexes :

Le Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger,

c'est le projet des Tunisiens à l'Etranger

Travaux de 2011 à 2014

## **Proposition de l'Association des Tunisiens en France (ATF) d'un projet concernant «Le Haut Conseil Des Tunisiens à L'étranger (HCTE) »**

### **Introduction :**

1 155 634 de Tunisiens vivent à l'étranger dont 958606 résident en Europe soit 82,95% et parmi eux 625 864 résident en France, soit 54,16 du total). On compte 162 290 Tunisiens dans le monde arabe dont 109674 au Maghreb (dont 91669 en Libye avant la révolution) et 48985 dans le reste du monde arabe, 1.054 en Afrique, 832 en Asie (hors pays arabes) et 24.655 en Amérique et Australie (1).

Cette présence relativement importante (1/10<sup>ème</sup> de la population totale) n'a jamais été sérieusement prise en compte dans toutes ses dimensions démographiques, sociologiques, économiques sociales culturelles et citoyennes par les autorités tunisiennes avant la révolution. L'immigration tunisiennes a été, hélas, constamment un objet de propagande politicienne au profit du Parti État de l'ancien régime.

Dans un contexte caractérisé par la montée des nationalismes et de la xénophobie en Europe de la mise en place de politiques européennes restrictives des libertés de circulation, les Tunisiens résidents à l'étranger ont plus que jamais besoin de la protection de l'État tunisien.

Les Tunisiens vivant à l'étranger entendent jouer pleinement leur rôle dans la reconstruction du pays après la révolution du 14 janvier 2011 et être associés dans les choix majeurs qui feront la société démocratique de demain.

Avec la révolution, une nouvelle page s'ouvre dans les relations entre les Tunisiens à l'étranger et la nation afin qu'ils puissent bénéficier, sur un même pied d'égalité des mêmes droits que les Tunisiens de l'intérieur.

Les Tunisiens résidents à l'étranger ont toujours contribué au développement politique, économique, social et culturel de la Tunisie. Nous souhaitons renforcer ce rôle en étroite collaboration avec l'Etat postrévolutionnaire.

Pour nous, Tunisiens à l'étranger, il est maintenant indispensable de reconstruire de nouveaux rapports avec les autorités politiques et administratives tunisiennes. A ce titre nous demandons :

- La participation, en tant que citoyens à part entière, dans la construction de la Tunisie nouvelle par l'exercice du droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections nationales et dans la vie politique du pays. La pérennisation de l'un des acquis de la révolution ; notre participation aux élections de l'Assemblée Nationale Constituante
- La protection des Tunisiens à l'étranger face à la montée du racisme, de la xénophobie et de l'islamophobie et des égoïsmes nationaux en Europe. Dans les pays du Golfe, nous demandons l'abrogation du système du tutorat et la liberté de circulation et de travail pour les Tunisiens.
- La renégociation des conventions bilatérales avec les pays européens et du Golfe en matière de séjour de travail et de droits sociaux dans le sens d'un plus grand respect des droits des migrants tels que garantis par les instruments internationaux (Charte des migrants de 1991...)
- L'encouragement (avec simplification des procédures administratives, transfert d'argent et emprunts bancaires, etc.) des investissements des Tunisiens à l'étranger en Tunisie

La réalisation de ces objectifs nécessite aussi la création d'un cadre institutionnel à caractère consultatif dans lequel seront représentés les acteurs issus des associations de l'immigration et des acteurs économiques, culturels et sociaux Tunisiens en Tunisie et à l'étranger.

A cet effet nous proposons la création d'un Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger.

### **I) Missions et attributions:**

#### **A. Missions :**

Le Haut Conseil des Tunisiens à l'étranger est un organe à caractère constitutionnel, jouissant de l'autonomie administrative et financière. Il est consultatif, sur les dispositifs et les politiques publiques migratoires de l'Etat tunisien

Institution de dialogue, d'échange, d'initiative et de proposition, le Haut Conseil des Tunisiens à l'étranger: a pour missions :

- ✦ Assurer le suivi et l'évaluation des politiques migratoires
- ✦ susciter et favoriser toute initiative de nature à améliorer les conditions de vie des Tunisiens à l'étranger et de promouvoir la défense de leurs droits et intérêts matériels et moraux et à amplifier leur participation au développement politique, économique, culturel et social du pays.
- ✦ S'emploie à la promotion et la valorisation de la Culture tunisienne et à tisser les liens entre les générations issues de l'immigration tunisienne et la Tunisie et à valoriser le sentiment d'appartenance à la patrie tunisienne
- ✦ Il est par ailleurs chargé d'assurer des fonctions de veille et de prospective sur les problématiques migratoires et de contribuer au développement des relations entre la Tunisie et les gouvernements et les sociétés des pays de résidence des émigrés Tunisiens.

## **B. Attributions :**

Le Gouvernement tunisien doit saisir le Haut conseil des Tunisiens à l'étranger pour avis notamment, avant promulgation:

- Les avant-projets de textes législatifs ou réglementaires ayant pour objet les affaires de l'émigration et les questions concernant les Tunisiens résidant à l'étranger ;
- Les projets de conventions bilatérales ou multilatérales relatives à l'émigration et à la coopération internationale
- Les mesures ayant pour but de garantir les droits et préserver les intérêts de Tunisiens résidant à l'étranger, notamment ceux en situation difficile ou précaire ;
- Les principales orientations des politiques publiques permettant d'assurer aux Tunisiens résidant à l'étranger le maintien des liens étroits avec le pays, et plus particulièrement celles relatives à l'enseignement des langues, l'éducation, les actions culturelles et les liens de la jeunesse issue de l'immigration tunisienne et la patrie tunisienne ;
- Les moyens de renforcer la contribution des Tunisiens à l'étranger au développement des capacités de leur pays d'origine, au développement humain durable et à la modernisation de la société;
- Le développement des stratégies modernes de communication, d'interaction et de coopération avec les pays d'accueil aux niveaux culturel, humain et économique.

## **II) Composition et organisation :**

Le Haut conseil est composé comme suit :

### **D. les représentants des associations de l'immigration tunisienne**

#### **✦ Nombre des représentants des associations de l'immigration tunisienne**

La moitié (1/2) des sièges du Haut conseil des Tunisiens à l'étranger sera composé des représentants des associations de l'immigration tunisienne et des Tunisiens à l'étranger.

#### **✦ Les critères de choix des représentants des associations des migrants tunisiens à l'étranger :**

Afin d'éviter les équivoques, la représentation des associations au HCTE, doit être négociée et partagée. Elle doit se faire selon des critères objectifs, mesurables, évaluables. Ainsi, nous proposons que les associations représentées doivent :

- Justifier d'une existence légale (déclaration au Jo) et jouir de la personnalité juridique,
- Justifier d'un nombre de membres (à déterminer en commun) ;
- Présenter une comptabilité certifiée et d'un rapport d'activité annuel ;
- Etre reconnues par un certain nombre d'institutions publiques, comme associations actives et impliquées dans le champ de l'immigration

En plus des associations généralistes de l'immigration, nous demandons la représentation au sein du HCTE des associations féminines et féministes ainsi que de jeunesse.

### **E. Les représentants des Ministères et des administrations publiques**

Le 1/4 des sièges du Haut conseil des Tunisiens à l'étranger sera composé des représentants des Ministères, des administrations et des offices publiques traitant de la question migratoire tels que les ministères des affaires étrangères, des affaires sociales du secrétariat d'Etat à l'émigration et des Tunisiens à l'étranger, de l'économie et des finances, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'Emploi et de la formation professionnelle et ministère de la famille et de la solidarité, de l'Office des Tunisiens à l'étranger etc.,

## **F. Les personnalités qualifiées**

Le 1/4 des sièges du Haut conseil des Tunisiens à l'étranger sera composé de personnalités qualifiées représentant :

- des Tunisiens acteurs dans les domaines économiques, sociaux, culturels, universitaires, syndicaux dans les pays de résidence.
- des personnalités choisies pour leurs compétences et leur connaissance des questions migratoires et de développement vivant en Tunisie et/ou à l'étranger
- des représentants du mouvement syndical des travailleurs, des organisations professionnelles patronales, organisations des agriculteurs et des organisations de la jeunesse et particulièrement les étudiants.

### **Mode de désignation des personnalités qualifiées**

Les personnalités qualifiées doivent être désignées conjointement par les représentants des ministères, des administrations et des offices publics traitant de la question migratoire et des représentants des associations de l'immigration tunisienne et des Tunisiens à l'étranger

### **III) Les organes du HCTE**

Pour assurer ses missions, le HCTE s'appuie sur les entités permanentes suivantes :

#### **☞ Le Bureau du Conseil.**

Composé du président, du secrétaire général, des présidents des groupes de travail, le bureau assiste le président dans la gestion des activités du Conseil.

☞ **Le président** : Nommé parmi les membres pour un mandat de 3 ans renouvelable, il assure la coordination des travaux du Conseil, de ses organes et de ses activités. Il est le porte-parole du Conseil, l'interlocuteur officiel auprès des autorités publiques nationales et des conseils similaires ainsi qu'auprès des institutions internationales concernées par le domaine de sa compétence.

☞ **Le secrétaire général** : nommé pour une durée 3 ans, renouvelable, et choisi parmi les membres du Conseil, il est chargé de la gestion administrative et financière du Conseil.

☞ **Les groupes de travail.** Constitués en assemblée plénière qui fixe leurs attributions, ils procèdent à l'élection d'un président et d'un rapporteur et rédigent un rapport d'activités annuel, intégré au rapport du Conseil. Six groupes de travail sont ainsi proposés :

- Citoyenneté et participation politique ;
- Cultures, éducation et identités ;
- Approche genre et nouvelles générations ;
- Administration, droits des usagers et politiques publiques ;
- Compétences scientifiques, techniques et économiques pour le développement solidaire ;
- Culture et éducation.

#### **☞ Des commissions ad hoc**

Des commissions ad hoc chargées de l'étude d'une question déterminée peuvent également être créées

#### **☞ L'assemblée plénière.**

Composée de l'ensemble des membres du Conseil, elle délibère notamment sur :

- le programme annuel ou pluriannuel du Conseil, le règlement intérieur et le budget ;
- les projets de rapports, les recommandations et les avis consultatifs qui lui sont soumis ;
- les sollicitations du Président de la République et du gouvernement demandant au Conseil de délibérer sur une question relevant de ses missions.

Paris, le 30 juin 2012  
Président de l'Association des Tunisiens en France (ATF  
Nationale)

1- Sources des éléments statistiques : Site de l'OTE

مجلس الهجرة والتونسيين بالخارج مجلس الهجرة  
والتونسيين بالخارج مجلس الهجرة والتونسيين  
مجلس الهجرة والتونسيين بالخارج والتونسمجلس

الهجرة والتونسيين مجلس الهجرة والتونسيين

بالخا

رؤية حول إحداث

والهجرة

مجلس الهجرة والتونسيين بالخارج

الهجرة

والتونسيين بالخارج والتونسيين مجلس الهجرة

والتونسيين بالخارج مجلس الهجرة والتونسيين

بالخارج مجلس الهجرة والتونسيين بالخارج مجلس

الهجرة والتونسيين بالخارج والتونسيين مجلس

الهجرة والتونسيين بالخارج مجلس الهجرة

ه الهجرة والتونسيين بالخارج مجلس الهجرة والتونسيين

# بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

## فهرس المحتويات

- تقديم.
- رؤية حول إحداث " مجلس الهجرة والتّونسيين بالخارج".
- خاتمة.
- رؤية جمعيّة "Tunicare" حول مجلس الهجرة.
- ملحق :
- استثمارة.
- قراءة في الإستثمارة.
- رسالة إلى السّادة أعضاء المجلس الوطني التأسيسي.

## رؤية حول إحدائه " مجلس الهجرة والتونسيين بالخارج "

تفاعلا مع مبادرة السيد كاتب الدولة للهجرة حول بعث مجلس يعنى بالهجرة والتونسيين بالخارج عقدت بمدينتي بون وكولونيا الألمانيّتين، سلسلة من اللقاءات شارك فيها عدد من الأفراد والكفاءات من أبناء الجالية التونسيّة لتقديم تصوّر حول طبيعة المجلس ودوره ومهامه وآليات عمله وعلاقته بمختلف الهيئات والهيكل الإداريّة الأخرى.

وقد شارك في هذه اللقاءات السّادة الآتي ذكرهم:

الإسم واللقب	المهنة
نور الدين الخميري	أستاذ تعليم ثانوي
طارق سعدي	إطار بشركة
أحمد الكامل خليفي	مخبري جينات
عز الدين ايلاهي	مهندس
محمد الناصري	عامل بالخارج
حليمة ايلاهي	أستاذة عربية
العروسي الميعادي	عامل بالخارج
رياض الجويلي	أستاذ جامعي
علي القبطني	إطار بشركة
بدر الدين الخمار	عامل بالخارج

هذا وقد توجت المناقشات بتقديم حصيلة من الآراء والأفكار نعرضها في هذا الكتيب.

والله وليّ التوفيق  
بسم الله الرحمن الرحيم

## تقديم:

لقد عاشت الجالية التونسية على مدى عقود من الزمن حالة من التهميش و الإهمال والإقصاء، تعزز خلالها دور البوليس السياسي في متابعة الأنشطة اليومية للجالية وإرسال التقارير الأمنية في شأنها، ممّا وّد حالة من الإحباط والخوف لدى عدد كبير من المهاجرين، الأمر الذي دفع البعض منهم إمّا إلى الإنزواء والإنكفاء والتفوق، أو الإنخراط في أنشطة الحزب الحاكم.

غير أنّ الثورة المباركة والتي جاءت بعد مرحلة طويلة من القهر والإستبداد خلقت واقعا مهجريا جديدا تفاعلت معه السلّطة بروح إيجابية نظرا للحاجة الماسّة لخلق إطار مؤسّساتي يمثّل الجالية التونسية ويكون مخاطبا للجهاز التنفيذي ومواكبا لعملية سنّ القوانين واتّخاذ الإجراءات التي تهّم بشكل أو بآخر المهاجر التونسي.

وفي هذا السياق جاءت المبادرة التي أعلن عنها السيّد كاتب الدولة للهجرة والتي انطلق الحوار فيها مع بعض ممثلي الجمعيات والكفاءات التونسية بالمهجر أملا في إعادة الإعتبار لدور الجالية كثروة بشرية واقتصادية واجتماعية للمساهمة الفاعلة في المجهود الوطني لدعم منوال التنمية وتعزيز صورة تونس الإيجابية في الخارج.

بيد أنّ الإعلان عن ميلاد هذا المجلس وإن شكّل خطوة هامّة في اتجاه وضع ركائز جديدة لتمثيلية الجالية أمام ارتفاع عددها في مناطق الإستقطاب التقليدية أساسا فرنسا وإيطاليا وألمانيا . فإنّ فرص نجاحه يتوقف على مسألتين هامّتين:

- الأولى مرتبطة بمدى جدية الدولة في ردّ الإعتبار لدور الجالية الفاعل من خلال المساهمة والمشاركة والوقوف على مطالبها وتطلّعاتها ورغباتها.  
- الثانية بمدى حرص الدولة على إدراج مسألة إحداث المجلس في إطار سياسة عمومية متجدّدة وطموحة لمواكبة التحوّلات الجذرية التي تعرفها الهجرة. وتفاعلا مع ما يطرح من أفكار بغية التوصل إلى تصوّر شامل حول تمثيلية الجالية ارتأينا البحث في العناصر الأساسية المرتبطة بالمجلس لضمان فاعليته ونجاحته، ويمكن تلخيصها في النقاط التالية:

1. طبيعة المجلس.

2. التسمية.

3. الأهداف.

4. الدور ، المهام.

5. التركيبة.

6. العلاقة بالسلطة التنفيذية والهيكل الإداري الأخرى.

7. المقر.

8. شروط نجاح المجلس.

## 1. طبيعة المجلس:

لقد شكّلت دائرة الحوار بين المشاركين حول مجلس الهجرة لحظات مهمّة لتبادل الأفكار و الآراء، ولئن أشاد أغلبهم بأهميّة بعث هذا الهيكل، فإنّ الاختلاف تمحور حول بعض المسائل المرتبطة أساسا بطبيعة المجلس وطرق إحداثه، حيث تباينت حولهما آراء المشاركين، فذهب بعضهم إلى النّظر إلى المجلس على أنّه هيكل استشاري يتولى بالخصوص إبداء الرّأي وإصدار التوصيات بشأن مشاريع

النصوص التشريعية والتنظيمية ذات الصلة بالهجرة والدفاع عن حقوق المهاجرين، ليشكل بذلك قوة اقتراح وآلية ديمقراطية تُمكن الجالية التونسية بواسطته من المساهمة في مسيرة التنمية الاقتصادية والاجتماعية والسياسية، في حين اعتبر البعض الآخر أنّ المجلس يجب تنزيله المرتبة الدستورية وجعله مؤسسة تنفيذية لها كل الصلاحيات بما يضمن الإستجابة لمطالب الجالية وتبليغ صوتها والتعبير عن مشاغلها وتطلعاتها بعيدا عن أيّ وصاية أو تدخّل من السلطة بما يضمن دعم المصلحة العامة للمهاجرين وتعزيز الروح الوطنية لديهم وتمتين علاقات الصداقة والتعاون بين تونس وبلدان المهجر.

## 2- التسمية:

رغم أهمية التسمية في الدلالة على المسمى فقد تثير في أحيان كثيرة إعتراضات وإشكالات عديدة لأنها تؤدي إلى نوع من اللبس أو التأويل أو التوظيف عند كثير من الناس.

لذلك فإن التسمية المتداولة في الوسط الإعلامي أو في الخطاب الحكومي تحتاج إلى نوع من الضبط حتى تكون التسمية المعتمدة هي الأقرب في الدلالة على طبيعة المجلس ناهيك وأن اختصاصاته وصلاحياته ستضبط بقانون.

ويمكن في هذه الحالة أن نطلق على المجلس التسمية التالية: "المجلس الأعلى للهجرة والتونسيين بالخارج" نظرا لما يحمله مصطلح "الأعلى" من دلالات قانونية وسياسية.

## 3- أهداف المجلس:

للمجلس أهداف استراتيجية تتطلب دراسات واستشارات موسّعة لتوضيح الرّؤى والتصورات وأخرى حينية ملحة يمكن تلخيصها في النقاط التالية:

- الإستجابة على نحو أفضل لحاجيات الجالية وخصوصا تعليم اللّغة العربيّة لدى النّاشئة.
- تعزيز البعد الثقافي والاجتماعي والاقتصادي لبناء جسور قوية ومتميّزة بين الدّاخل والخارج.
- الوقوف على المشاكل الحقيقيّة التي تعاني منها الجالية والبحث عن حلول لمعالجتها.
- تحفيز الجالية للمساهمة في التّنمية داخل البلاد من خلال الإستثمار وتشجيع السّياحة بها.
- المساهمة في خلق فضاء للحوار الدائم بين النّخب التّونسيّة الفاعلة المتواجدة في بلدان الإقامة ومختلف الفاعلين في الحياة السياسيّة.
- تحسين العلاقة مع الإدارة عبر تسريع الخدمات اعتمادا على التّقنيّات الحديثة للتّواصل والإعلام.
- إعادة النّظر في ملف الهجرة والإتفاقيّات الثنائيّة المبرمة بين تونس وبلدان الإقامة.

#### 4 - الدور والمهام:

تتنوع مهام المجلس بتنوع إحتياجات ورغبات الجالية ولعل من أهمها:

- العناية بالطلّبة والإحاطة بهم اجتماعيّا وحثّهم على العودة بعد التخرّج للإستفادة من قدراتهم العلميّة.

- تشكيل ملتقيات للحوار لمعرفة قدرة التونسيين على الاندماج والتطور في بلدان الإقامة.
- ربط الناشئة بالوطن الأم عبر إحداث هيكل يهتم بالطفولة والشباب ويعرفهم بالمخزون الحضاري والثقافي للبلاد.
- إعادة النظر في ملف الهجرة السريّة عبر إحداث آليات وتصورات جديدة تأخذ في الاعتبار مصلحة البلاد وصورتها بالخارج.
- البحث في أسباب هجرة الأدمغة والكفاءات العلميّة وتوفير مناخات إيجابيّة لتشجيعهم على العودة.
- تشريك الجالية عند مراجعة كل الإتفاقيّات الثنائيّة والمتعدّدة الأطراف في مجال الهجرة.
- تحسين ظروف العبور والإقامة للمهاجرين، سواء عند زيارتهم للوطن الأم أو عند العودة النهائيّة.

## 5- تركيبة المجلس:

بعد نقاش مستفيض حول تركيبة المجلس تباينت آراء المشاركين خصوصا حول مسألة انتخاب وتعيين الممثلين وأفضى الحوار في النهاية إلى جملة من الخلاصات والرؤى نوردتها كالآتي :

### الرأي الأول

يتكوّن المجلس من 70 إلى 100 عضو، على أن يكون له آليات تمثيلية لكل شرائح الجالية ومكوناتها من خلال آلية الانتخاب فقط، وتتوزّع هذه التركيبة بحسب التمثيلية الجغرافية للجالية في مختلف بلدان المهاجر، على أن يتم انتخاب الأعضاء لمدة ثلاث سنوات من ضمن الشخصيات التونسية المهاجرة والأكثر تأهيلا للإسهام في الإنجاز الجيد لمهام المجلس بأعلى درجات الكفاءة والمصداقية والتجرد.  
وعلاوة على ذلك أن يراعي في تركيبته أكبر قدر ممكن من الحرص على الإنصاف بين الأجيال والمساواة بين الجنسين.

## الرأي الثاني

لم يكن لدى أصحاب هذا الرأي اعتراضا على ما ذهب إليه أصحاب الرأي الأول في ما يتعلق بالعدد الجملي لأعضاء المجلس أو المدة المخصصة لإدارته، غير أنهم أكدوا على ضبط معايير الاختيار دون اشتراطات مسبقة مع الحرص على ضمان الحد الأدنى من التوافق بين جميع مكونات الجالية بعيدا عن أيّ توظيف سياسي حتى يكون هذا الهيكل صوت الجالية ومعبرا عن مختلف مشاغلها وتطلعاتها.

## الرأي الثالث

ذهب أصحاب هذا الرأي إلى تحديد العدد الجملي لأعضاء المجلس بتسعين عضوا مع تقصير مدة إدارة المجلس إلى سنتين، مع الحرص على اعتماد صيغة الانتخاب بالنسبة للتثنتين من ممثلي الجالية، على أن يتم تعيين الثلث المتبقي من ذوي الخبرة في مجال الهجرة والهيكل الحكومية والإدارية ذات الصلة.

## 6- علاقة المجلس بالسلطة التنفيذية والهيكل الإدارية الأخرى:

نحسب أن الخلط بين مهام المجلس والسلطة التنفيذية أو الهيكل الإدارية الأخرى هو خلط مضرّ قد يسيء إلى دور المجلس واستقلالية القرار فيه، لذلك فإن الوضع الشرعي للمجلس، أن تكون العلاقة مع غيره من السلط مبنية على التشاور والتعاون فقط مع التأكيد على الإستقلالية المالية من خلال التصرف في الميزانية المخصصة له من طرف الدولة أو المتأثية من مساهمات المهاجرين وأخذ القرار بعيدا عن أي وصاية من الأجهزة الحكومية والإدارية.

## 7- مقر المجلس:

إذا كان الإتجاه العام للدولة يميل الى إحداث مجلس وطني فاعل يعتني بالجالية ويستجيب لتطلعاتها ويستمع إلى مشاغلها، فإن المقر الإداري للمجلس يجب أن يأخذ في الإعتبار حلقة الربط والتواصل بين المهاجر والهيكل الممثل له حتى يكون الإطار

الأنسب لتحقيق التوازن المنشود مع إمكانية إحداث فرع له على مستوى إحدى بلدان المهاجر.

## 8- شروط نجاح بعث المجلس:

يتوقف نجاح إنشاء المجلس على بعث لجنة فنية متكوّنة من مختلف كفاءات المجتمع المدني لتدارس المشاريع المقترحة وبلورتها، ويمكن الإستعانة بأراء بعض المختصّين والأكاديميين للتأسيس لهذا المجلس وكذلك الإستئناس ببعض التجارب الدوليّة في موضوع تمثيلية المهاجرين.

## خاتمة

إذا كنّا ننظر إلى المجلس الأعلى للهجرة على أنّه بمثابة إطار جامع يساهم مساهمة فاعلة في حلحلة الكثير من القضايا المتراكمة التي طالما أرقت التونسي بالمهجر. فإنّ قرار إنشائه يعتبر خطوة إيجابية في الإتجاه الصحيح ومقاربة جديدة تستحق منّا إقامة حوار شفاف ومسؤول بين السلّطات والجالية التونسيّة حتى نضمن ولادة مجلس له من النّجاعة والمصداقيّة والفاعليّة ما يجعله يستمر ويبقى.

غير أن اللقاءات والمشاورات التي يديرها كاتب الدولة للهجرة كمنهجية للعمل وإن تعد أسلوباً حضارياً ومشجعاً فإنّها تشوبها عدّة نقائص نذكر منها :

- التباطؤ الملحوظ في تعميم دائرة المشاورات.
- الإرتجاليّة في تحضير وتنظيم بعض الندوات واللقاءات التشاوريّة.
- عدم فسح المجال للنقاش والحوار الفعلي مع أهل الإختصاص والمعنيين مباشرة بملف الهجرة.
- عدم وجود استراتيجيّة ورؤية واضحة لعموم الجالية في مجال الهجرة.

كلّ هذه العوامل وغيرها سيصعب معها التوصل إلى خلاصات ورؤى علميّة مؤسّسة لسياسة جديدة تجاه ملف الهجرة، ممّا يحول دون إنشاء مجلس يتمتع بالتمثيلية والنّجاعة والحياد.

**رد جمعية (helft-Tunesien) Tunicare**

**بخصوص**

**مشروع مجلس يعنى بشؤون المهاجر التونسي**

كولن في 17.11.2012

بطلب من السيد كاتب الدولة للهجرة وفي إطار التشاور مع المجتمع المدني بخصوص إنشاء مجلس يعنى بشؤون المهاجر التونسي.

وإنطلاقا من كونه مشروعا اجتماعيا واقتصاديا وثقافيا وحيث أن اهدافه وسياسته وتركيبته غير واضحة المعالم نحن كجمعية (Helft-Tunesien) لا نستطيع الإدلاء برأي واضح بالنسبة لهذا المجلس المقرر إنشاؤه في الوقت الحاضر . وفي خلاصة الإستشارات داخل الجمعية نرى أن السياسة المرجو تطبيقها ستكون بعيدة عن هموم الجالية وستقرز ردود فعل بطيئة لإنتظارات نعتبرها نحن كجالية ذات أولوية.

في أقل من أربعة عقود عرفت الهجرة التونسية تحولات عميقة بسبب عدة عوامل منها أساسا:

- عولمة متزايدة (تواجد المهاجرين في جميع القارات، رغم أن معظمهم يستقرون في أوروبا)؛
- التوجه نحو الاستقرار النهائي في بلدان الإقامة (مع بروز الجيلين الثاني والثالث الذين ولدوا وترعرعوا خارج تونس)؛
- إختلاف الطبقات الإجتماعية للمهاجرين في بلد الإقامة ؛
- تنوع الخلفيات السوسيو مهنية للمهاجرين

كما لا يمكن تجاهل معطى أساسي آخر، لاسيما وأنه يتخذ طابعا قانونيا، والمتمثل في ازدواجية الإنتماء. فبتبعتهم، وأيضا بانتمائهم، لنظامين قانونيين وطنيين مختلفين، مع ما يترتب عن ذلك من حقوق وواجبات، يصعب أكثر فأكثر اعتبار التونسيين والتونسيات مجرد مقيمين في الخارج. بل يتعزز وضعهم كمواطنين كاملتي المواطنة – على الأقل قانونياً داخل بلدان الإقامة. وحتى إذا لم

يختاروا جنسية بلد الإقامة، فإن تقدم الديمقراطيات يمكن المهاجرين التونسيين من أشكال متعددة من المشاركة في الحياة السياسية (حق التصويت والترشيح للانتخابات المحلية، انتخاب ممثلين نقابيين، الحق في تأسيس جمعيات...)؛ مما يوسع ممارسة «مواطنة الإقامة» ويجعلها أمراً ملموساً.

وبناء على ذلك نعتبر أن أية سياسة عمومية، بما فيها إحداث المجلس، ينبغي أن تأخذ بعين الاعتبار تنوع الوضعيات التي تبرز داخل الهجرة التونسية، والحرص على عملية إدماج المهاجرين في بلدان الإقامة. وعلى أساس هذه العوامل وجب علينا إيجاد نقاط إلتقاء لجمع شتات الجالية وتحضيرها فكرياً لقبول هذا المشروع وتكون عنصراً فاعلاً فيه.

ويبقى العنوان الكبير الذي يواجهنا ونحن نحاول مقارنة الجالية بالجمعيات الناشطة في مختلف المجالات هو غياب العمل القاعدي، أي غياب بناء أساس سليم لبعث هذا المجلس. فالكل يعلم أن الجالية تتخبط أغلبيتها في مشاكل إجتماعية قد أثرت على الجيلين الثاني والثالث. ففي تصورنا تكون الإنطلاقة محلياً، فبتكوين نواة عمل تستطيع أن تنشط الجالية وتقترب منها وتستمتع إلى مشاكلها فتعلمها وتجعلها عنصراً فعالاً في المجتمع المدني، بذلك نكون قد وضعنا أساساً من أسس هذا المشروع الذي نصبو إليه. حينئذ يكون التونسي في المهجر ناضجاً للمشاركة في البناء. وذلك يتم ببعث مراكز ثقافية في المدن الكبرى ذات كثافة سكانية من الجالية التونسية. إنطلاقاً من كونه منشأة ذات دور ثقافي، علمي، وتقني، يهدف من خلاله للثقافة والتعاون إلى المساهمة في:

- نشر اللغة وثقافتنا.
- تواصل الحوار بين الثقافتين التونسية وبلد الإقامة وتبادلها .
- إذاعة نشرة معلوماتية ومد التونسي بالمعلومات حول بلاده .

– التعريف بالامتلاكات الثقافية التونسية .

كما يهدف إلى أن يكون أداة متميزة لتنفيذ أنشطة التعاون الخاصة بسفارات تونس بجمهورية بلدان الإقامة.

وبذلك يشعر التونسي بأن المجتمع المدني والدولة التونسية توليه إحاطة كبيرة وتهتم بمشاغله في المهجر، وهذا في حد ذاته يجعله مرتبطا ببلاده ويساهم في نفعها.  
والله ولي التوفيق

ملحق

بسم الله الرحمن الرحيم

## استمارة

أخي المهاجر ، أختي المهاجرة/ السّلام عليكم ورحمة الله.  
نحن مجموعة من الأفراد والكفاءات من أبناء الجالية التونسية بالمهجر، شعورا منّا بالواجب الوطني لجمع شمل جاليتنا التونسية، وتفاعلا مع مبادرة السيّد كاتب الدّولة للهجرة لبعث هيكل قانوني يعنى بالجالية التونسية أطلق عليه إسم "المجلس الأعلى للهجرة والتونسيين بالخارج"، ارتأينا أن نتواصل معكم، بعرض هذه الإستمارة على حضراتكم من أجل تمكينكم من الإدلاء بوجهات نظركم واقتراحاتكم وآرائكم، ومن ثمّ نقلها إلى الجهات المسؤولة بالحكومة، عسى أن تأخذها في الإعتبار عند اتّخاذ أي إجراء أو قرار.

وعلى الله قصد السبيل

الإسم . ..... اللقب .....

الجنسية:  تونسيّة  تونسيّة ألمانيّة

المهنة :  طالب  عامل  موظف  أعمال حرة

العمر: أقل من 20 سنة  ما بين 20 و 40  فوق 40 سنة

الحالة الإجتماعيّة: متزوج  أعزب  مطلق

مقر الإقامة .....

العنوان الإلكتروني.....

-س1 : ما هو رأيك في إحداث مجلس للهجرة ؟

أمر مهمّ  غير مفيد

- س2 : كيف ترى / ترى / طبيعة هذا المجلس ؟  
 استشاري  تنفيذي  طبيعة أخرى
- س3 : ما هي - في رأيك - الطريقة المثلى لاختيار أعضاء المجلس ؟  
 بالانتخاب  بالتعيين  بالتوافق
- س4 : كم تقترح / تقترحين / أن يكون عدد أعضاء المجلس ؟  
 ما بين 70 و100 عضو  أكثر من مائة عضو
- س5 : ما هو - في رأيك - المكان الأفضل للمقرّ الرئيسي للمجلس ؟  
 العاصمة وضواحيها  إحدى ولايات الجمهورية
- س6 : هل ترى / ترى / وجوب الإستقلالية المالية للمجلس ؟  
 نعم  ليس بالضرورة
- س7 : كيف ترى / ترى / العلاقة بين المجلس والهيئات الإدارية الأخرى ؟  
 تعاون  استقلالية تامة
- س8 : ماذا تقترح / تقترحين / للمجلس من إسم ؟  
 مجلس أعلى للهجرة  مجلس استشاري للهجرة  
 مجلس وطني للهجرة  إسم آخر: .....

س9 : ما هي - في رأيك - أعقد المشاكل التي تعانيها الجالية التونسية بالمهجر ؟

.....  
 .....  
 .....  
 س10 : -

ما هي أعقد المشاكل التي تواجهها أنت لدى عودتك إلى تونس ؟

.....  
 .....  
 .....

س11 : ما هي انتظاراتك من المجلس ؟

.....  
 .....  
 .....

س12 : هل لك بعض الأفكار والمقترحات تريد / تريد / إضافتها ؟

.....  
 .....  
 .....

التاريخ: .....

بسم الله الرحمن الرحيم

## قراءة في الإستمارة

" حرصاً منا على الإستفادة من آراء الجالية للتوصل إلى تصوّر شامل حول مجلس الهجرة والتونسيين بالخارج " قمنا بإعداد إستمارة تناولت جملة من الأسئلة نعتقد أنّها كافية كمنهجية عمل لفهم رغبات الجالية وآرائها ممّا يساعدنا على وضع أسس سليمة ورؤى علمية تساعد على نجاح بعث المجلس.

غير أنّ ما توصلنا إليه من خلاصات بعد إطلاعنا على فحوى الإجابات تؤكّد عدم وجود تصوّر واضح عند عموم الجالية حول ما طرح من أفكار وآراء في بعض الأطر الحوارية التي رعتها كتابة الدولة للهجرة والمتعلّقة بالإستشارة الوطنية حول طبيعة المجلس وتركيبته وأهدافه ، كما تشير نتائج الإستمارة إلى تأكيد الغالبية القصوى من المستجوبين على وجود العديد من المشاكل التي تعاني منها الجالية ، منها ما هو متعلّق باحتياجاتها ومشاكلها ببلدان المهجر، و منها ما هو مرتبط بطريقة التّعامل المترتبة عن الخدمات الإدارية داخل أرض الوطن.

وسعياً منا لمعالجة هذا الإضطراب الحاصل لدى الجالية وتعزيز روح المشاركة الإيجابية لديها يمكننا من خلال هذه القراءة الأولى لهذه العينة من الردود أن نقف عند جملة من الملاحظات نتمنى من كتابة الدولة للهجرة وكلّ الأطراف الرّاعية للحوار أن تأخذها بعين الإعتبار حتّى نحقق الأهداف المرجوة من الإستشارة.

ويمكن تلخيص هذه الملاحظات في النقاط التالية:

- دعوة جمعيات المهجر لتوسيع دائرة الإستشارة وذلك بعقد اجتماعات مع الجالية لتحديد التوجّهات الكبرى للمجلس.  
- تدوين كلّ الملاحظات والمقترحات وتقديمها في شكل مشاريع للجهات المسؤولة للإستفادة منها عند صياغة المشروع النهائي للمجلس .  
- اعتماد سياسة تواصلية تشاركية جديدة لفتح آفاق واعدة تجعل الجالية التونسية المقيمة بالخارج على اطلاع دائم بالمستجدات التي تعرفها تونس على جميع الأصعدة.  
هذا جملة ما توقعنا عنده من خلاصات واستنتاجات نأمل أن تكون إضافة لما صغناه من أفكار وآراء في هذا المشروع المتواضع.

والله وليّ التوفيق

بسم الله الرحمن الرحيم

## رسالة إلى السادة أعضاء المجلس الوطني التأسيسي

السادة أعضاء المجلس الوطني التأسيسي / باردو / تونس

السّلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته وبعد ،  
نحن مجموعة من الأفراد والجمعيات والكفاءات التّونسيّة بألمانيا ،ارتأينا بعد جملة من الحوارات والنّقاشات حول مشروع "مجلس الهجرة والتّونسيين بالخارج " أن نتوجّه إلى سيادتكم بخطابنا هذا أملا في أن يأخذ ما سنعرضه عليكم من أفكار ومقترحات بعين الإعتبار، إذ لا يخفى عليكم ما تتمتع به الجالية التّونسيّة من كفاءات علميّة وقدرات مهنيّة ، وما تقوم به من أدوار مهمّة لتعزيز صورة تونس الإيجابية بالمهجر ودفع منوال التّنميّة داخل البلاد ، الأمر الذي دفع كتابة الدّولة للهجرة للتفاعل الإيجابي مع الواقع المهجري الجديد وما يتطلّب من عناية خاصّة ، فكان من نتائج ذلك الإعلان عن إنشاء مجلس للهجرة يعبر عن وجهة جيل الهجرة وهمومها وتطلّعاتها .

وقد تمّ التأكيد من خلال طرح هذه المبادرة على الدور الريادي الذي يجب أن يقوم به هذا المجلس بهدف المساهمة في رسم الإتجاهات العامة لسياسة الدولة في ميدان الهجرة والمشاركة في اقتراح البرامج والمخططات العمليّة، إضافة إلى وضع البرامج والآليات والحوافز الهادفة لدفع التونسيين بالخارج إلى المشاركة في التنمية الإقتصادية والإجتماعية بالبلاد.

غير أنّ الإعلان عن بعث هذا المجلس وإن كنّا نراه يمثّل خطوة إيجابية تستحقّ منّا التثمين، فإنّنا نتطلّع إلى تنزيله المرتبة الدّستوريّة، بأن يفرد له الدّستور بابا مستقلاً ينظّمه لأجل تكريس الحماية الدّستوريّة له ، بما يحول دون خرقه من قبل أجهزة أو مؤسّسات الدولة .

لذلك فإنّنا نأمل والحال أنّه لم يقع بعد المصادقة النهائيّة على الدّستور أن تستجيب سيادتكم لهذا المطالب أملا في تثبيت هذا المكسب من جهة وتجاوز كلّ التحدّيات والإشكالات الواردة من جهة أخرى.

والله وليّ التوفيق

Propositions et Travaux des tunisiens en Algérie et au Maroc

## التقرير التآلفى

لمحاضر الاجتماعات بالجالفة  
التونسية فى الجزائر وفى المغرب  
حول الاستشارة الموسعة المتعلقة  
بالمجلس الاستشارى

# للتونسيين بالخارج

الإعداد: صالح حميدات/ نوفمبر 2102

بالتنسيق مع: بشير التومي) الرباط/المغرب)

رياض السعيداوي)تبسة/الجزائر)

عماد

حفوز)عناينة/الجزائر)

## الاجتماعات بالجالية التونسية

المكان: سفارة الجمهورية التونسية بالرباط) المغرب) تاريخ	تاريخ الاجتماع: الخميس 22 نوفمبر 2102
المكان: : سفارة الجمهورية التونسية بالجزائر ( الجزائر) تاريخ	الاجتماع: الجمعة 22 نوفمبر 2102
المكان: : قنصلية الجمهورية التونسية بتبسة) الجزائر) تاريخ	الاجتماع: الأحد 22 نوفمبر 2102
المكان: : قنصلية الجمهورية التونسية بعناينة) الجزائر) تاريخ	الاجتماع: الأربعاء 22 نوفمبر 2102
المكان: : قنصلية الجمهورية التونسية بعناينة) الجزائر) تاريخ	الاجتماع: الخميس 22 نوفمبر 2102
المكان: : سفارة الجمهورية التونسية بالجزائر) الجزائر)	الاجتماع: الجمعة 21 نوفمبر 2102

## الملحقون الاجتماعيون:

أشرف على هذه الاجتماعات بالتنسيق مع رؤساء البعثات الدبلوماسية والقنصلية بالمغرب والجزائر كل من السادة:

- بشير التومي) سفارة الجمهورية التونسية بالرباط)
- صالح حميدات) سفارة الجمهورية التونسية بالجزائر)
- رياض السعيداوي)قنصلية الجمهورية التونسية بتبسة)

## • عماد حفوز)قنصلية الجمهورية التونسية بعنابة)

### الهيكل الاجتماعي والجمعياتي التي تم ضمنها تأطير الاجتماعات بالجالية التونسية في الجزائر وفي المغرب

- في المغرب: دار التونسي - ودادية التونسيين بالخارج
- في الجزائر: الطلبة - أصحاب أعمال حرة - متقاعدون) تبسة)
- في الجزائر: الطلبة - أصحاب أعمال حرة - متقاعدون) عنابة)
- في الجزائر: الطلبة - رجال أعمال ( الجزائر)
- في الجزائر: الطلبة - مجلس ممثلي العائلات التونسية - شباب الهجرة العامل والمتربص والعاطل عن العمل

(الجزائر - ممثلي الجالية التونسية في جمعية جسر قسنطينة بحى الرمل).

في إطار الاستشارة الموسعة المتعلقة بالمجلس الاستشاري للتونسيين بالخارج ، يشرفني تقديم ملخص لمحاضر الاجتماعات التي عقدت في الدوائر الثلاثة بالجزائر وفي المغرب مع الجالية التونسية المقيمة في هذين البلدين الشقيقين حول مختلف مقترحاتها وتدخلاتها في هذا الشأن وذلك بالتنسيق مع السادة الملحقين الاجتماعيين المعنيين وتحت إشراف رؤساء البعثات الدبلوماسية والقنصلية التونسية في كل منهما وفقا لتبويب المحاور الواردة في مذكرة ديوان التونسيين بالخارج بإشراف مباشر لكتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج حول مواصلة الاستشارة المذكورة .

وتجدر الإشارة إلى أنه بالنسبة للجالية التونسية المقيمة بالجزائر قد سبق إبلاغكم بغياب إمكانية تنظيمها ضمن العمل الجمعياتي في صيغته السابقة من خلال الأطر المنحلة بصفة آلية بعد ثورة الحرية والكرامة . إلا أن الاتصال بالجالية بصفة فردية وغير مهيكلة يبقى قائما وذلك من خلال التشجيع على تكوين جمعيات جديدة في حدود ما يمكن أن يسمح به الهامش التشريعي غير الميسر في بلد الإقامة والتواصل مع الجالية في المناسبات المتاحة ومنها الوطنية بصفة خاصة والتظاهرات ذات الصبغة الاقتصادية بالنسبة لرجال الأعمال التونسيين المقيمين في الجزائر وكذلك ما يسمح به المجال الاجتماعي من التعرف على الأشخاص والوضعيات على اختلافها من حي الشرائح والإشكاليات وبناء على ذلك ، فقد تم تشريك الأفراد والمجموعات من أبناء الجالية في الاجتماعات التي عقدت في الغرض ولا ينسحب هذا الأمر على جاليتنا في المغرب بل يقتصر فقط على الجزائر في كل من مركز سفارة تونس بالجزائر وقنصليتي عنابة وتبسة حي قام الملحقون الاجتماعيون في الدوائر الثلاث في الجزائر بعقد اجتماعاتهم وبالتالي ضمان تشريك جاليتنا التونسية بمختلف شرائحها عبر عينة ممثلة للبعض منهم في هذه الاستشارة الهامة . وقد سمحت هذه الفرصة

باستكشاف امكانيات جديدة للتأطير في المجال الجمعياتي والتشجيع على تكوين جمعية جديدة تضم نماذج من مختلف الشرائح وقد تثمر نتائج مباشرة في المستقبل القريب.

وبناء على ما سبق واعتبارا لما كلفتموني به بالنسبة للتنسيق مع زملائي الملحقين في الجزائر والمغرب ،تجدون صحبة التقرير التأليفي لمختلف محاضر الاجتماعات الستة المنعقدة في الغرض في كل من الجزائر والمغرب .ويعتبر هذا التقرير نتيجة لصياغة هيكلية نموذجية تم اعتمادها بالتنسيق مع الملحقين الاجتماعيين المعنيين و تجميعها عبر البريد الالكتروني من أجل تيسير انجازه. كما تجدون طي هذا، مشروعا أنموذجيا لبطاقة ملخصة ومتكاملة حول المجلس الاستشاري للتونسيين بالخارج في تناسق وانسجام مع متطلبات الاستشارة الموسعة وفقا لما جاء بمذكرتكم في هذا الشأن .

العدد	المواضيع المطروحة	المقترحات	الملاحظات
-------	-------------------	-----------	-----------

"	<p>اقتراحات تتعلق بالتسمية:  - "المجلس الوطني للهجرة"  "</p> <p>- "المجلس الوطني للتنسيق والاستشارة في الهجرة"  - "المجلس الوطني للهجرة والتونسيين بالخارج"  - "الهيئة العليا للهجرة"  - "المجلس الوطني للمهاجرين"  - المجلس الوطني الاستشاري للتونسيين بالخارج.  الإصغاء الفعلي لمشاكل الجالية والعمل على حلها،  مد السلطات المختصة التونسية بمقترحات عملية لمناقشتها في اللجان القنصلية المشتركة مع بلدان الإقامة في الخارج،  الإحاطة بالجالية ومتابعة مشاغلها والدفاع عن مصالحها،  المشاركة في ضبط سياسة وطنية للهجرة تقوم على أساس الدراسات الإستراتيجية،  المشاركة في دعم المجهود الوطني للتنمية،  تحقيق أهداف الثورة وأهمها التشغيل، نشر ثقافة المواطنة لدى الجالية وتعميق التواصل في ما بينها،  تحقيق المصالحة بين المهاجر والإدارات التونسية بالداخل والخارج،  التشاور حول الصيغة التقريرية أو الاستشارية للمجلس و النظر في فرضية أن ينزل المجلس منزلة دستورية يكون له الصيغة التنفيذية وليس مجرد هيكل استشاري.  ان يكون بمثابة المرصد لاستشعار تطور الهجرة في الاتجاهين وتقديم الحلول و التدابير والتوجهات السياسية التي يجب اتخاذها في ابانها.  اعطاء أجيال الهجرة العناية اللازمة حتى لا تفقد حلقة الربط بينها وبين الوطن الام.  استقلالية اتخاذ القرار شريطة ان لا تتعارض مع سياسة الدولة.  متابعة مشاغل الجالية بمختلف شرائحها ودعم العمل الاجتماعي</p>	<p><u>الأهداف والمهام</u></p>
---	--	-------------------------------

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• وتيسير فرص الاندماج الاقتصادي والمهني لفائدة الجالية التونسية عند العودة إلى تونس.</li> <li>• متابعة وتأطير العمل الجمعياتي الخاص</li> </ul>		
	<p>بالتونسيين بالخارج في بلدان إقامتهم.</p>		

- المساهمة في بعث آليات تضامنية لفائدة التونسيين من ضعاف الحال في بلد الإقامة.
- إقرار برامج وآليات ناجعة ومفيدة لفائدة الأجيال الجديدة والكفاءات نظرا لأهمية دورها في دعم صورة تونس والمساهمة في المجهود التنموي.
- إرساء ديناميكية تشاور بين الجالية والهياكل الإدارية.
- المساهمة في دعم الشراكة بين الجالية التونسية والهياكل الإدارية والجمعياتية ببلدان الإقامة قصد المساهمة في تطوير العلاقات بينها وبين تونس في جميع الحقول الثقافية والعلمية والاقتصادية وخاصة منها الاستثمار.
- هو مجلس مستقل عن كل الانتماءات السياسية، ذو مهمة استشارية، و صبغة تطوعية خاص بالتونسيين بالخارج.
- على تنمية التعاون و التكامل بين تونس و بلدان الإقامة في المجال الاجتماعي و التجاري و الاقتصادي والثقافي و الرياضي يعمل.
- العمل على طرح سبل التنمية المحلية و بعث المشاريع الاستثمارية بتونس.
- المساهمة بمقترحات عملية حول معالجة مسائل العودة النهائية و المؤقتة لتونس.
- تقوية رابطة الانتماء لدى التونسيين بالخارج خاصة من الجيلين الثاني و الثالث.
- المساهمة في التعريف بتونس في بلدان الإقامة و تلميع صورة التونسي بالخارج.
- بحث مشاكل الأجانب أصيلي بلد الإقامة العاندين من تونس محملين بعدة نقاط سلبية و عدم رضاء سعيا لتفادي أي رفض لكل ما هو تونسي و أي ردة فعل جماعية أو رسمية تهدم

	<p>ما وقع بناؤه.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ اعتماد المجلس كوسيلة دعم تكمل مهام البعثات الدبلوماسية والقنصلية في الخارج في ما يهم الجالية من مختلف المجالات.</li> <li>□ تبويب المشاكل والصعوبات حسب الشرائح الاجتماعية ومكونات الجالية العمرية والمهنية والعاطلين عن العمل والتأكيد على ضرورة الأخذ بعين الاعتبار لخصوصية مشاغل الجالية في بلد إقامتها.</li> <li>□ تمكين المجلس من دور أساسي في تبليغ مشاغله ومقترحاته في مجال التنمية</li> </ul>		
	<p>الاجتماعية والاقتصادية في البلد الأصل.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ العمل على إعطاء التكامل المغربي ما يستحقه من أهمية في أعمال المجلس من حيث المقترحات والبرامج الكفيلة بتحقيق الرخاء لشعوب البلدان المغربية الخمسة .</li> </ul>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• اعتماد الانتخاب لعضوية المجلس حسب التوزيع الجغرافي مع مراعاة الشرائح العمرية ويمكن اعتماد مبدأ التعيين الجزئي إذا تعلق الأمر بشخصيات وطنية معروفة بحيادها وعملها في المجال الحقوقي، إلا أنه و لإعطاء المجلس قوة معنوية ومادية لتنزيل قراراته، وحتى تكون هذه القرارات في خدمة المهاجر التونسي أين ما وجد. فإنَّ انتخاب كل اعضائه عن طريق الاقتراع المباشر من طرف الجالية يعزّز مكانته وتكون قراراته بعيدة كل البعد عن الولاعات .</li> <li>• الفترة النيابية لا تتجاوز الدورتين لكل عضو بالمجلس،</li> <li>• دورية النيابة في المجلس تكون متباعدة على دورية النيابة التشريعية.</li> <li>□ يجب أن يمثل المجلس كل المقيمين التونسيين في المهجر بمختلف</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>التركيبة وكيفية إفراد الأعضاء</u></li> </ul>	10

مكوناتهم وشرايحهم الاجتماعية.

□ يقترح أن يتركب المجلس من عدد من الأعضاء يمثلون أفراد الجالية مع التأكيد على ضرورة تشريك المرأة بنسبة لا تقل عن الثلث.

□ يقترح أولاً أن يتم تكوين هيئات أو هياكل فرعية منتخبة في كل دائرة قنصلية أو دبلوماسية تقدم على إثرها ترشحها لانتخابات المجلس.

□ يجب أن يكون المجلس ذو صلاحيات تخضع تركيبته إلى الانتخاب المباشر وأن تحدث صلبه لجان.

□ التأكيد على الصبغة التطوعية لعضوية المجلس بناء على عدم التفرغ لذلك.

ويقترح تبعا لذلك أن يتكون المجلس من أعضاء متطوعين منتخبين لمدة أربع سنوات من طرف الجالية التونسية في بلدان إقامتهم بمعدل مستشار عن كل خمسة آلاف مواطن بالخارج مما يسمح بتركيبة تضم حوالي 281 مستشارا ومن بينهم على سبيل المثال أربعة يمثلون الجالية التونسية بالجزائر باعتبار مجموع الجالية بها حوالي 21 ألف.

□ يقترح أن يكون أعضاء هذا المجلس بدورهم أعضاء في مجالس استشارية للتونسيين ببلدان الإقامة المتكونة من

ممثل عن كل ألف شخص يمثلون مختلف الفئات الاجتماعية و الجهات في ذلك البلد.

□ الدخول للمجلس عبر الانتخاب لا غير.

ويمكن أن يتم الانتخاب باعتماد طرق عصرية و عن بعد.

□ بلوغ سن الثالثة و العشرين فما فوق

□ توفر المستوى الجامعي في المترشح

□ خلو المترشح من السوابق العدلية

بكل أصنافها علاوة على عدم اتسامه

بتهمة التعصب أو التعدي على أملاك

الغير و حقوقهم.

	<p>☐ خدمة المصلحة العامة و استبعاد المصلحة الشخصية و الضيقة</p> <p>☐ الحيادية السياسية وخدمة المصلحة العامة.</p> <p>☐ الدفاع على مصالح الشرائح الاجتماعية بتنوعها واختلاف قدراتها المادية في مجابهة مصاعب العيش في بلدان الإقامة.</p> <p>☐ فسح مجال العضوية في المجلس لأصحاب الجنسيات المزدوجة من بين التونسيين المتحصلين عليها طبقا لتشاريع بلدان الإقامة.</p>		
	<p>• يؤخذ بعين الاعتبار في هذا المجلس ،تعدد البعثات مثل الجزائر، وتتعدد اجتماعات اقليمية بتونس مرة كل ستة أشهر وندوة سنوية لكل الأعضاء مع إحالة أهم التوصيات لسلطات الإشراف لدراستها.</p> <p>• ان يكون للمجلس هياكل تنفيذية أو نقاط ربط منتشرة حسب تواجد افراد الجالية في بلدان الإقامة .وتشرف هذه الهياكل على رصد مشاغل الجالية وتطورها وتساعد على الاندماج داخل مجتمعات بلدان الإقامة.</p> <p>☐ يتم رسم طرق الدعم المادي والمعنوي للهياكل التنفيذية للمجلس قصد انجاح أعمال المجلس بتفاصيله الادارية.</p> <p>☐ يقدم المجلس تقريرا سنويا مفصلا على المهاجرين ومشاكلهم ويقترح السياسات التي يجب اعتمادها مع بلدان الإقامة إضافة إل مقترحات عملية حول تجاوز الاشكاليات المطروحة بالنسبة للمهاجرين في بلدان الإقامة وكذلك بلد الموطن.</p> <p>☐ تعقد ندوة سنوية للمجلس بحضور مختلف ممثلي الهياكل المختصة في</p>	<p><u>آليات وأساليب العمل</u></p>	10
	<p>☐ مجال الهجرة لمناقشة تقريرها السنوي.</p> <p>☐ يقترح أن يتم التنصيب على إحداث المجلس في الدستور ضمنا لاستمراريته.</p>		

- أن يكون هيكله استقلالية عن كل توظيف سياسي وأن يمثل فضاء للتشاور الحقيقي.
- أن يكون ممثلاً عن الجيلين الأول والثاني وأن يمثل شخصيات مستقلة علمية وإدارية.
- يجب أن يكون للمجلس آليات للدفاع عن حقوق المهاجر.
- يقترح أن يكون للمجلس دور مزدوج) استشاري وتقريري ( في علاقة بالهيكل الحكومية.
- تنعقد اجتماعات الهيئات ببلد الإقامة مرة كل شهر إضافة إلى اعتماد وسائل الاتصال التكنولوجية الحديثة بين الأعضاء وتنعقد اجتماعات المجلس مرة كل ستة أشهر مع ندوة سنوية لكل الأعضاء.
- يكون أعضاء المجلس على اتصال دائم مع بعضهم باعتماد بوابة إعلامية مخصصة للغرض تكون لهم فيها حسابات و مبنية إلى خلايا و مصالح تلخص العمل الميداني و المباشر.
- تجتمع المجالس الاستشارية الفرعية في بلدان الإقامة شهرياً.
- للمجلس ميزانية و استقلالية مالية و له الحق في عقد اتفاقيات مع شركات النقل و الفنادق لتأمين أسعار مناسبة لمصاريف تنقل أعضائه و إيوائهم لحضور الجلسات نظراً لمساهمتهم فيها و صبغة التطوع في المهمة الموكلة لهم.
- يمكن أن تعتمد المجالس الاستشارية ببلدان الإقامة على فضاءات السفارات و القنصليات في حالة عدم توفر أو في انتظار توفر فضاءات مستقلة خاصة بها.
- دراسة فرضية أن تكون "دار التونسي" الفضاء الافتراضي الذي يمكن أن تنعقد فيه اجتماعات المجالس الاستشارية الفرعية أو ممثلي الجالية في المجلس الاستشاري على المستوى الوطني.

	<p>□ للمجلس الاستشاري الوطني مقره الخاص به في تونس ويمكن أن ينسق أعماله مكتب يتكون من إدارات وفنيين في مجال الإعلامية يعمل ضمن وتحت إشراف كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج.</p>		
	<p>□ إرساء مواقع افتراضية يكون لدور الاعلامية فيها أساسيا لتحقيق التواصل بين مختلف النواتة المكونة للمجلس الاستشاري الموزخ على خارطة تواجد الجالية التونسية في العالم.</p> <p>□ اقتراح عقد اجتماعات دورية كل ثلاثة أشهر تجمع ممثلي الجالية في المجلس ضمن تقسيم جغرافي منسجم مع التوزيع المعتمد وفق ما تقتضيه ظروف التجميع (مغربي، عربي، أروبي، آسيوي، أمريكي.....).</p>		
	<p>• المجلس هو الاطار الذي يمكن أن يجمع ويمثل الجالية ويعبر عن مشاغلها وقضاء لطرخ مختلف المسائل والتصورات</p> <p>• يقدم مقترحات عملية تحقق الإضافة والتكامل في مجال العمل القنصلي والعلاقة مع مختلف الإدارات المعنية بشؤون الجالية دون رقابة أو وصاية، هيكل مستقل يعمل ضمن مرجعية قانونية محددة وتشرف عليه إداريا وزارة تعنى بالهجرة والتونسيين بالخارج (كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج في الوضعية الحالية).</p> <p>• يقترح أن يعمل هذا المجلس في علاقة تواصل مع كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج وتحدث إشرافها وأن تكون له استقلالية مالية وإدارية.</p> <p>□ التأكيد على حياد المجلس مع اقتراح أن يكون للمجلس علاقة مع السلطات التونسية الموجودة في الخارج ويقترح أن يكون للمجلس ممثل صلب هذه الهياكل.</p>	<p>• <u>العلاقة بالجالية والإدارة والسلطات</u></p>	10

	<p>□ يمثل المجلس فضاء يتم فيه ارساء سياسة تتطابق مع ما تطمح إليه الجالية التونسية بالخارج حيث يتواجدون لمتابعة اوضاعهم والتفاعل مع مشاغلهم وهو الإطار للتشاور الفعلي بين الجالية والادارة و الممثل الحقيقي للجالية والمعبر عن تطلعاتها.</p> <p>□ يعمل المجلس على ان يكون حلقة التواصل بين افراد الجالية والادارة سوى لتسهيل عملية الاستثمار في بلد الإقامة أو في بلد الأصل و الاستفادة من الكفاءات التونسية المقيمة بالخارج.</p>		
	<p>□ مراجعة المقاييس المعتمدة لإسناد القروض التشجيعية على الاستثمار في تونس وبالخصوص المتعلقة بقروض البنك التونسي للتضامن التي يطلب فيها من المنتفع بالقرض تقديم ضمان أجر</p>		10
	<p>• موظف عمومي يتكفل بالتسديد في صورة الإخلال بمسؤولية الدفع.</p> <p>دعم التوجه القائم على " تثبيت ذات أولوية" في مجال التشغيل لأبناء الجهة التي ينحدر منها طالبي الشغل من أبناء الجالية التونسية بالخارج الراغبين في الاستقرار في تونس وبالتحديد في جهاتهم الأصلية.</p> <p>تشريك شباب الهجرة العاطل عن العمل في بلدان الإقامة في برامج التكوين المخصصة للتأهيل الصناعي والفلاحي ومختلف الاختصاصات المخولة للخروج إلى سوق الشغل بلد الأصل.</p> <p>□ دعم التوجه القائم على تجاوز العراقيين أمام حصول الشباب التونسي للهجرة في مجال الإقامة ورخص التشغيل ببلدان الإقامة في إطار المعاملة بالمثل.</p>	<p><u>مشاغل مختلفة</u></p>	

<p>□ العمل على دفع عجلة التعاون مع بلدان الإقامة من أجل إنجاز مشاريع تنمية في المناطق الحدودية قصد التخفيف من حدة البطالة والارتقاء بالواقع الاقتصادي لهذه المناطق ضمن مقاربة تشاركية يساهم فيها المستثمرون في تونس والجزائر على أساس تحقيق المصلحة المشتركة في البلدين.</p>	
--	--

## أنموذج لوثيقة مختصرة حول مشروع المجلس الاستشاري للتونسيين بالخارج

### 1) التعريف :

- هو مجلس مستقل عن كل الانتماءات السياسية، ذو مهمة استشارية، و صبغة تطوعية خاص بالتونسيين بالخارج.
- المجلس هو الاطار الذي يمكن أن يجمع ويمثل الجالية ويعبر عن مشاغلها وفضاء لطرح مختلف المسائل والتصورات
- يقدم مقترحات عملية تحقق الإضافة والتكامل في مجال العمل القنصلي والعلاقة مع مختلف الإدارات المعنية بشؤون الجالية دون رقابة أو وصاية،
- هيكل مستقل يعمل ضمن مرجعية قانونية محددة وتشرف عليه إداريا وزارة تعنى بالهجرة والتونسيين بالخارج (كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج في الوضعية الحالية).
- يقترح أن يعمل هذا المجلس في علاقة تواصل مع كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج وتحدث إشرافها وأن تكون له استقلالية مالية وإدارية.
- التأكيد على حياد المجلس مع اقتراح أن يكون للمجلس علاقة مع السلطات التونسية الموجودة في الخارج ويقترح أن يكون للمجلس ممثل صلب هذه الهياكل.
- يمثل المجلس فضاء يتم فيه ارساء سياسة تتطابق مع ما تطمح إليه الجالية التونسية بالخارج حيث يتواجدون لمتابعة اوضاعهم والتفاعل مع مشاغلهم وهو الإطار للتشاور الفعلي بين الجالية والادارة و الممثل الحقيقي للجالية والمعبر عن تطلعاتها.

- يعمل المجلس على ان يكون حلقة التواصل بين افراد الجالية والادارة سوى لتسهيل عملية الاستثمار في بلد الإقامة أو في بلد الأصل و الاستفادة من الكفاءات التونسية المقيمة بالخارج.

## 2) التكوين:

- يتكون المجلس من أعضاء متطوعين منتخبين لمدة أربع سنوات من طرف الجالية التونسية في بلدان إقامتهم بمعدل مستشار عن كل خمسة آلاف مواطن بالخارج تقريبا أي أن يحتوي على قرابة 281 مستشارا. ويمكن أن يتم الانتخاب باعتماد طرق عصرية و عن بعد. مع التأكيد على الصبغة التطوعية لعضوية المجلس بناء على عدم التفرغ لذلك. ويكون أعضاؤه بدورهم أعضاء في المجالس الاستشارية الفرعية للتونسيين ببلدان الإقامة المتكونة من ممثل عن كل ألف شخص يمثلون مختلف الفئات الاجتماعية و الجهات في ذلك البلد. ويمكن أن يتم انتخاب أعضاء المجلس باعتماد طرق التواصل التكنولوجي الحديث و عن بعد. ويتم اعتماد طريقة الانتخاب لعضوية المجلس حسب التوزيع الجغرافي مع مراعاة الشرائح العمرية ويمكن اعتماد مبدأ التعيين الجزئي إذا تعلق الأمر بشخصيات وطنية معروفة بحيادها و عملها في المجال الحقوقي ، إلا أنه و لإعطاء المجلس قوة معنوية ومادية لتنزيل قراراته ، وحتى تكون هذه القرارات في خدمة المهاجر التونسي اين ما وجد. فإن انتخاب كل اعضائه عن طريق الاقتراع المباشر من طرف الجالية يعزز مكانته وتكون قراراته بعيدة كل البعد عن الولاعات. و يتم تكوين هيئات أو هياكل فرعية منتخبة في كل دائرة قنصلية أو دبلوماسية تقدم على إثرها ترشحها لانتخابات المجلس. كما يجب أن يكون المجلس ذو صلاحيات تخضع تركيبته إلى الانتخاب المباشر وأن تحدث صلبه لجان.
- الفترة النيابية لا تتجاوز الدورتين لكل عضو بالمجلس و دورية النيابة في المجلس تكون متباعدة على دورية النيابة التشريعية. ويجب أن يمثل المجلس كل المقيمين التونسيين في المهجر بمختلف مكوناتهم و شرائحهم الاجتماعية مع ضرورة تشريك المرأة بنسبة لا تقل عن ثلث أعضاء المجلس أو بالتناصف وفق ما سيتم الاتفاق عليه. كما أن أعضاء هذا المجلس بدورهم أعضاء في مجالس استشارية فرعية للتونسيين ببلدان الإقامة المتكونة من ممثل عن كل ألف شخص يمثلون مختلف الفئات الاجتماعية و الجهات في ذلك البلد. ويشترط لعضوية هذا المجلس ما يلي:

- بلوغ سن الثالثة و العشرين فما فوق.
- توفر المستوى الجامعي في المترشح .
- خلو المترشح من السوابق العدلية بكل أصنافها علاوة على عدم اتسامه بتهمة التعصب أو التعدي على أملاك الغير و حقوقهم.
- خدمة المصلحة العامة و استبعاد المصلحة الشخصية و الضيقة
- الحيادية السياسية و خدمة المصلحة العامة.
- الدفاع على مصالح الشرائح الاجتماعية بتنوعها واختلاف قدراتها المادية في مجابهة مصاعب العيش في بلدان الإقامة.
- فسح مجال العضوية في المجلس لأصحاب الجنسيات المزدوجة من بين التونسيين المتحصلين عليها طبقا لتشريع بلدان الإقامة .

## 3) المهام و الأهداف:

- دراسة و مناقشة ظروف عيش التونسيين ببلد الإقامة و السعي لتحسينها.
- المساهمة في تطوير التعاون و التكامل بين تونس و بلدان الإقامة في المجال الاجتماعي والاقتصادي و التجاري و الثقافي و الرياضي.
- دراسة سبل التنمية المحلية و بعث المشاريع بتونس.

- المساهمة بمقترحات عملية حول معالجة مسائل العودة النهائية و المؤقتة إلى تونس.
- المساهمة في تقوية رابطة الانتماء لدى التونسيين بالخارج خاصة من الجيل الثاني و الثالث.
- المساهمة في التعريف بتونس و تدعيم صورتها السياحية و صورة أبنائها المهاجرين في شتى بقاع العالم.
- مد السلطات المختصة التونسية بمقترحات عملية لادراجها ضمن جداول أعمال اللجان القنصلية و التقنية المشتركة مع بلدان الإقامة في الخارج،
- المشاركة في ضبط سياسة وطنية للهجرة تقوم على أساس الدراسات الإستراتيجية،
- المشاركة في دعم المجهود الوطني للتنمية،
- المساهمة في تحقيق أهداف الثورة التونسية و أهمها التشغيل،
- نشر ثقافة المواطنة لدى الجالية و تعميق التواصل في ما بينها،
- تحقيق المصالحة بين المهاجر و الإدارات التونسية بالداخل و الخارج،
- التشاور حول الصيغة التقريرية أو الاستشارية للمجلس و النظر في فرضية أن ينزل المجلس منزلة دستورية يكون له الصيغة التنفيذية و ليس مجرد هيكل استشاري.
- ان يكون بمثابة المرصد لاستشعار تطور الهجرة في الاتجاهين و تقديم الحلول و التدابير و التوجهات السياسية التي يجب اتخاذها في ابانها.
- استقلالية اتخاذ القرار شريطة ان لا تتعارض مع سياسة الدولة.
- المساعدة على متابعة مشاغل الجالية بمختلف شرائحها و دعم العمل الاجتماعي و تيسير فرص الاندماج الاقتصادي و المهني لفائدة الجالية التونسية عند العودة إلى تونس.
- المساهمة في متابعة و تأطير العمل الجمعياتي الخاص بالتونسيين بالخارج في بلدان إقامتهم.
- المساهمة في بعث آليات تضامنية لفائدة التونسيين من ضعاف الحال في بلد الإقامة.
- إقرار برامج و آليات ناجعة و مفيدة لفائدة الأجيال الجديدة و الكفاءات نظرا لأهمية دورها في دعم صورة تونس و المساهمة في المجهود التنموي.
- إرساء ديناميكية تشاور بين الجالية و الهياكل الإدارية التونسية.
- المساهمة في تطوير التعاون و التكامل بين تونس و بلدان الإقامة في المجال الاجتماعي و التجاري و الاقتصادي و الثقافي و الرياضي.
- المشاركة في دراسة سبل التنمية المحلية و بعث المشاريع الاستثمارية بتونس.
- المساهمة بمقترحات عملية حول معالجة مسائل العودة النهائية و المؤقتة لتونس.
- اعتماد المجلس كوسيلة دعم تكمل مهام البعثات الدبلوماسية و القنصلية في الخارج في ما يهم الجالية من مختلف المجالات.
- تبويب المشاكل و الصعوبات حسب الشرائح الاجتماعية و مكونات الجالية العمرية و المهنية و العاطلين عن العمل و التأكيد على ضرورة الأخذ بعين الاعتبار لخصوصية مشاغل الجالية في بلد إقامتها.
- العمل على إعطاء البعد المغاربي ما يستحقه من أهمية في أعمال المجلس من حيث المقترحات و البرامج الكفيلة بتحقيق الرخاء لشعوب البلدان المغاربية الخمسة.

#### 4) شروط العضوية بالمجلس الاستشاري للتونسيين بالخارج:

- التطوع
- الدخول عبر الانتخاب
- بلوغ سن الثالثة و العشرين فما فوق
- توفر مستوى علمي جامعي في حده الأدنى
- الخلو من السوابق العدلية و من تهمة الفساد و التعصب أو التعدي على أملاك الغير و حقوق الأفراد
- خدمة المصلحة العامة و استبعاد المصلحة الشخصية و الضيقة.

#### 5) آليات تسيير أعمال المجلس:

- يؤخذ بعين الاعتبار في هذا المجلس ،تعدد البعثات الدبلوماسية والقنصلية ،وتتعدد اجتماعات اقليمية بتونس مرة كل ستة أشهر وندوة سنوية لكل الأعضاء مع إحالة أهم التوصيات لسلطات الإشراف لدراستها.
- للمجلس هياكل تنفيذية أو نقاط ربط منتشرة حسب تواجد أفراد الجالية في بلدان الإقامة .وتشرف هذه الهياكل على رصد مشاغل الجالية وتطورها وتساعد على الاندماج داخل مجتمعات بلدان الإقامة.
- يتم رسم طرق الدعم المادي والمعنوي للهياكل التنفيذية للمجلس قصد انجاح أعمال المجلس بتفاصيله الادارية.
- يقدم المجلس تقريرا سنويا مفصلا على المهاجرين ومشاغلمهم ويقترح السياسيات التي يجب اعتمادها مع بلدان الإقامة إضافة إل مقترحات عملية حول تجاوز الاشكاليات المطروحة بالنسبة للمهاجرين في بلدان الإقامة وكذلك بلد الموطن.
- تعقد ندوة سنوية للمجلس بحضور مختلف ممثلي الهياكل المختصة في مجال الهجرة لمناقشة تقريرها السنوي.
- يتم التنصيب على إحداث المجلس في الدستور ضمانا لاستمرار يته.
- أن يكون هيكل له استقلالية عن كل توظيف سياسي وأن يمثل فضاء للتشاور الحقيقي بين مختلف مكونات الجالية التونسية في المهجر.
- يضمن تمثيلية الجيلين الأول والثاني وكذلك شخصيات علمية وادارية مستقلة.
- للمجلس دور مزدوج) استشاري وتقرير ( في علاقة بالهياكل الحكومية.
- تتعد اجتماعات الهيئات الفرعية للمجلس ببلدان الإقامة مرة كل شهر إضافة إلى اعتماد وسائل الاتصال التكنولوجية الحديثة بين الأعضاء وتتعد اجتماعات المجلس مرة كل ستة أشهر مع ندوة سنوية لكل الأعضاء مع العمل على إرساء مواقع افتراضية يكون لدور الإعلامية فيها أساسيا لتحقيق التواصل بين مختلف النواتة الفرعية المكونة للمجلس الاستشاري الموزع على خارطة تواجد الجالية التونسية في العالم. كما تعقد اجتماعات دورية كل ثلاثة أشهر تجمع ممثلي الجالية في المجلس ضمن تقسيم جغرافي منسجم مع التوزيع المعتمد وفق ما تقتضيه ظروف التجميع) مغاربي،عربي،أروبي،آسيوي، أمريكي.....)

## 6) الميزانية و المقر:

للمجلس ميزانية واستقلالية مالية و له الحق في عقد اتفاقيات مع شركات النقل و الفنادق لتأمين أسعار مناسبة لمصاريف تنقل أعضائه و إيوانهم لحضور الجلسات نظرا لمساهمتهم فيها و صبغة التطوع في المهمة الموكلة لهم. وللمجلس الاستشاري بتونس مقر يشتمل على مصالحة الإدارية الدائمة و يعتمد في اجتماعاته الدورية و الاستثنائية على قاعات الاجتماعات و المؤتمرات الموجودة بتونس. ويمكن أن تعتمد المجالس الاستشارية الفرعية ببلدان الإقامة على فضاءات السفارات و القنصليات في حالة عدم توفر أو في انتظار توفر فضاءات مستقلة مخصصة للغرض.

## Travaux et proposition du collectif Lyonnais

Maître Mokhtar Messaoud, Maître Kamel Hnihina, Abdelaziz Chaambi, Mohamed Béchir Noamen, Fouad Azizi ainsi que de nombreux bénévoles lyonnais

## *Les missions du Conseil*

Un organe à caractère constitutionnel, jouissant de l'autonomie administrative et financière.

Institution de dialogue servant d'interface entre le pays de résidence, les tunisiens de l'étranger et la Tunisie

Assurer le suivi et l'évaluation des politiques migratoires

Favoriser et soutenir toute initiative de nature à améliorer les conditions de vie des

Tunisiens à l'étranger et dans le pays

La promotion de la Tunisie et de ses projets à travers le monde

### *Ses rôles administratifs*

Assurer la coordination entre les services locaux et régionaux concernés.

Suivre le sort des demandes et doléances présentées ainsi que leur traitement au niveau central.

Insister sur l'idée d'assainir l'administration

Permettre le traitement local des griefs, doléances et requêtes.

Accueil, orientation et sensibilisation-Consolidation administrative.

### *Ses rôles sociaux*

Favoriser l'écoute directe des problèmes et difficulté de la femme tunisienne résidant à l'étranger.

Sensibiliser la communauté tunisiennes résidentes à l'étranger des œuvres et projets sociaux proposés dans les pays d'accueil.

Assurer la coordination avec les associations Tunisienne régionales en vue de promouvoir l'action sociale visant les tunisiens du Monde ainsi que leurs Familles établies dans le pays.

Développer la consolidation et l'assistance sociale.

Suivre les demandes ayant trait à la disparition et le décès dans les pays d'accueil

### *Ses rôles économiques*

Accompagner les tunisiens Résident à l'Etranger porteurs de projet d'investissement.

Accompagner les projets des tunisiens Résident à l'Etranger porteurs des initiatives de solidarité.

Accompagner les tunisiens Résident à l'Etranger porteurs des projets de Co développement local et régional.

Suivi et consolidation des projets de Co-développement entre les tunisiens résidant à l'Etranger et les organisations internationales, locales et régionales.

### *Ses rôles culturels et éducatifs*

Suivi des activités culturelles organisées par le Ministère sur le plan local et régional.

Consolidation et suivi des activités culturelles locales et régionales visant l'accompagnement des tunisiens du Monde.

Suivi du programme relatif à l'enseignement de la langue arabe ainsi que la culture tunisienne visant les enfants issue de la migration lors de leur séjour estival en Tunisie.

Suivi du programme des universités d'été au profit des tunisiens Résidant à l'Etranger.

### *Ses rôles sur le plan Scientifique*

Assurer le rôle d'un observatoire régional des recherches et études concernant les affaires des tunisiens du Monde.

Œuvrer pour la conclusion des partenariats et des coopérations avec les institutions universitaires et les centres de recherches et d'études locaux et régionaux.

Déterminer les problèmes et les difficultés posés au niveau du champ d'intervention du Ministère.

Apporter les solutions et les suggestions propices selon une approche territoriale – thématique.

### *Appui et accompagnement des initiatives de co-développement*

Orienter les Associations TRE porteuses de projets de développement solidaire et leur faciliter les démarches administratives en Tunisie.

Renforcer les capacités des associations TRE actives dans le domaine du co développement.

Œuvrer à l'intégration des différentes actions de développement initiées par les associations TRE dans les programmes de développement local.

Organiser des rencontres entre les associations actives dans le domaine de développement solidaire afin de renforcer leur coopération et leur partenariat.

Mettre en place un système incitatif attrayant dédié à l'appui des projets des TRE, essentiellement pour les jeunes et nouveaux entrepreneurs

Renforcer le partenariat avec les acteurs locaux pour inciter et encourager les TRE à contribuer au développement de leurs régions d'origine

*Accompagner et soutenir les futurs projets de développement par la mise en place d'un livret d'accueil pour*

Assurer des formations,

assurer un service d'interprétariat,

disposer d'un conseil juridique adapté,

organiser régulièrement dans divers régions du Conseil des journées du Savoir.

Mettre en place un volet social et juridique

Mettre en place un volet Information, litige, accompagnement juridique, conseil et soutien aux futurs projets de développement

### *Planification et gestion économique du Conseil des Tunisiens à l'étranger*

La planification économique et organisationnelle

La communication des informations aux citoyens

L'élaboration des budgets prévisionnels et le suivi de l'exécution budgétaire.

La gestion économique des dossiers de trésorerie et des charges du Conseil.

La coordination interne et le suivi des fonds communautaires traités par le Conseil.

### *Actions en faveur des tunisiens à l'étranger et rapatriés*

Mettre en place des programmes de subventions sous forme d'appel d'offre aux associations dans le but de favoriser le développement de certains secteurs de la Tunisie en déclin.

Assistance de la pension de vieillesse pour les rapatriés d'origine tunisienne

Provision pour le vieillissement et le handicap.

Pension d'aide sociale pour les rapatriés, les sans-papiers accidentés, et autres cas nécessitant une aide et un suivi.

### *Régime juridique du Conseil des Tunisiens à l'Étranger*

Proposer un projet de loi lors des coordinations régionales pour garantir sa place dans la constitution.

Assurer la justice transitionnelle et veiller à son lancement dans une période propice dans le but d'assainir l'administration à l'étranger qui est représentée dans les consulats et les ambassades.

Bénéficier des attributions nécessaires pour défendre les droits des migrants. La représentation de la société civile doit être majoritaire.

L'élaboration de propositions réglementaires, d'un statut, et des rapports relatifs aux tunisiens à l'étranger.

Proposer un projet de loi du Haut Conseil des tunisiens à l'étranger.

La préparation des règlements relatifs à l'élaboration, l'approbation, l'exécution et l'application des règles au niveau national (la Tunisie) ou au niveau international, dans les domaines relevant de sa compétence et de son existence.

La coordination des activités du Secrétariat général de l'immigration, de l'OTE et du Haut Conseil dans les rapports entretenus au niveau européen, ainsi qu'au niveau internationale concernant les questions relatives aux tunisiens de l'étranger.

Répertorier et assurer la gestion de toutes les associations dites tunisiennes de l'étranger pour en faire l'émanation d'une instance représentative.

Identifier leur niveau d'intérêt, reconnaître les associations les plus dynamiques et orienter l'accompagnement de leur champ d'action.

Superviser et signer des accords bilatéraux permettant une répartition plus équitable des subventions

Gestion des Subventions pour l'intégration des projets associatifs et suivi de la collaboration avec les entités publiques et privées dont les activités sont liées aux développements de projet pour la Tunisie

## **D'autres questions évoquées**

La question des migrations illégales

Les droits de la femme tunisienne en Tunisie et à l'étranger

La protection des mineurs

Les litiges du domaine privé , professionnel et étatique

Le conseil juridique

La protection des détenus tunisiens à l'étranger

Les créances alimentaires à l'étranger

Le lien juridique et la coordination avec les IRIE à l'étranger

## **Mise en Place d'un Centre Droit TRE**

### **Objectifs**

L'objectif principal du Centre consiste à assister les efforts déployés au niveau national pour la promotion des droits des migrants par:

La vulgarisation des droits des migrants par la diffusion de concepts et des principes des droits des migrants.

Le renforcement des capacités des ONG sur le plan de la formation, de l'information et du développement de l'expertise dans le domaine des droits de migrants.

La création et le développement des liens de coopération avec les institutions nationales, régionales, internationales concernées par les droits des migrants.

## **Mission du Centre Droit**

Dans le domaine des droits des migrants

Les missions confiées au Centre dans ce domaine sont les suivantes :

Création d'une bibliothèque spécialisée comportant tous les documents et les publications liées aux droits des migrants issus des diverses institutions concernées par les droits de migrants (organisations Utilisation de nouvelles technologies dans le domaine de la communication;

Réalisation d'émissions visant la simplification des principes de base des droits de migrants;

Développement des relations avec les organismes concernés par les droits de migrants sur le plan national et international en vue de conclure des accords de partenariat et l'échange de l'expertise.

## **Fonction du Centre Droit**

Dans le domaine de la formation

Les fonctions du Centre dans ce domaine sont les suivantes :

Contribution à la formation dans le domaine des droits de migrants par l'organisation de conférences, des séminaires et de sessions de formation

spécialisées et générales au profit des ONG, des institutions gouvernementales, des parties concernées par les droits des migrants;  
Réalisation d'études et de recherches  
Renforcement des capacités institutionnelles et techniques du Gouvernement tunisien, de la presse et des organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de migrants

## Structures et statuts juridiques

### Statut juridique du Centre

Le Centre est rattaché au Ministre Chargé des Tunisiens Résidant à l'Etranger.

### Structures du Centre

Les structures du fonctionnement du Centre comprendront l'administration du Centre, mais aussi un organe consultatif à caractère scientifique et technique.

### Composition

Le comité d'orientation est présidé par le Ministère Chargé des Tunisiens Résidant à l'Étranger et comprend les représentants de plusieurs départements en relation avec la migration.

### Mode de fonctionnement

Le Comité d'orientation tient deux sessions par an sur invitation du Ministre de tutelle, comme il peut tenir une session extraordinaire quand cela est jugé nécessaire.

## Structures et statuts juridiques

### Le comité d'orientation

Le comité d'orientation est un organe consultatif, il assiste l'administration dans l'élaboration des programmes d'activités, émet des avis sur la stratégie et les programmes d'activités du Centre. Il contribue aussi à la mise en œuvre du plan d'action et procède à une évaluation régulière des activités du CDT.

- \* Etude du centre droit réalisée et proposée par maître Mokhtar Messaoud (avocat Lyon) avec la consultation d'autres spécialistes de la société civile dans le domaine juridique

## Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'aide juridique

### **Ce dispositif a pour objectif de :**

Suivre les nouvelles dispositions législatives et réglementaires qui peuvent porter atteinte aux droits et acquis des TRE.

Permettre aux TRE de connaître leurs droits dans les pays d'accueil.

Doter le Gouvernement tunisien des données nécessaires leur permettant d'intervenir, en temps opportun, auprès des autorités des pays d'accueil pour les inciter à rectifier les lois susceptibles de porter atteinte aux droits et acquis de la communauté tunisienne établie à l'étranger.

Orientation juridique et judiciaire et promotion des services au profit des TRE en Tunisie et dans les pays d'accueil

Renforcement des structures d'accueil et d'orientation juridique, judiciaire et administrative aux niveaux central et régional en Tunisie.

Mise en place d'une base de données permettant le suivi des requêtes des TRE traitées par les services compétents du Ministère

Développement d'un système informatique intégré regroupant l'ensemble des acteurs et structures concernés par le traitement des requêtes des tunisiens résidant à l'étranger, consultable par la communauté.

Mise en synergie des différentes actions menées par les départements concernés par les questions des TRE afin de simplifier les procédures administratives et faciliter l'accès aux services offerts aux TRE en Tunisie et dans les pays d'accueil

## Renforcement des capacités des associations des TRE

Préparation d'émissions de sensibilisation radiophoniques et télévisées, consacrées à des thématiques intéressant les TRE.

Publication sur le site du Ministère de toutes les informations utiles aux TRE, notamment les procédures administratives.

Ce programme est composé de deux volets :

### Volet 1 : Appui aux projets portés par les associations des TRE

Axes d'intervention et population cible :

Promotion de la femme et des projets portés par les femmes

Accompagnement des groupes vulnérables (Personnes âgées, détenus, anciens combattants, Mineurs non accompagnés ...)

Actions visant le renforcement de l'identité culturelle des jeunes issus de l'immigration en Tunisie et dans leur pays de résidence.

Projets culturels dans les pays d'accueil

Défense des droits et intérêts des TRE

#### **Conditions d'éligibilité :**

Être en situation juridique légale.

Avoir des compétences suffisantes en termes de gestion associative.

Cibler les axes arrêtés dans la stratégie du Ministre ou du ministère.

Définir clairement la population cible (nombre, catégorie, caractéristiques...etc.) ;

□ justifier d'une contribution d'au moins 35% du Coût global du projet.

Mobiliser des partenaires dans les pays d'accueil (Engagements écrits).

Tenue régulière d'assemblées générales, établissement annuel d'un rapport moral, d'un rapport d'activités et d'un bilan financier ;

Engagement pour l'établissement des rapports techniques et financiers et la fourniture de toutes les pièces comptables justifiant l'utilisation des fonds et la réalisation du programme.

### Volet 2 : Renforcement des capacités des associations des tunisiens du monde

Axes prioritaires :

Accompagner les associations des TRE dans toutes les phases du cycle du projet (Orientation – Appui technique pour le montage de projets, recherche de financement...)

Développer les capacités des associations TRE dans la mobilisation des partenaires pour la réalisation des projets.

Organiser des rencontres entre les associations bénéficiaires du programme pour échanger leurs expériences et renforcer leur coopération et partenariat.

Qualifier les associations des tunisiens du monde dans le domaine de la défense des droits et intérêts des TR(droit des étrangers, droit d'asile, droit de travail...)

#### Approche du programme:

Pour garantir la réussite de ce programme, une approche basée sur un suivi individualisé et de proximité des associations par des opérateurs d'appui (OPAP).

Les OPAP ont pour missions :

Conseil et orientation du porteur de projet.

Appui technique et méthodologique.

Contrôle de la qualité, de la pertinence et de l'éligibilité du projet.

Appui à la recherche et mobilisation de partenaires techniques et financiers.

Aide au suivi financier et opérationnel du projet.

Appui à la rédaction des comptes rendus d'emplois de subvention.

\* Propositions faites après consultation de diverses compétences issues de la société civile dans le domaine juridique

La disposition des moyens légitimes et des besoins en infrastructure pour la gestion des procédures d'immigration et de coordination par les organes compétents.

---

## **Synthèse des travaux des assises de l'immigration 7 mai 2011**

**7 mai 2011:**

**Organisation des assises de l'immigration à Paris à l'université de St Denis**

**À l'initiative de :**

•La FTCT, ATF Paris, UTIT IDF, CRLDHT, UTAC, C2R, ATNF, CICFM, ACDR, Cap Méditerranée, AFM, RISOM, ZEMBRA, ACDR, UTS (Suisse), APDM (Canada)

**Associations participantes:**

•ACDR (Paris), Adtf (ex ATF Paris), AFM (Lyon), APTC (Ajaccio), Association, Equilibre et Partage (Toulouse), AIDDA (Paris), ATF-74 (Annecy) , ATML (Angers),ATNF-Lille, Ati (Milan), ATS (Suisse), A.M Bouazizi (Lyon), Aris (Gennevilliers), Arldt, Assafek, ASP, (Paris), CRLDHT (Paris) Ctam (Nice), Forum Maghrébin (Belgique) CSPT (Belgique), CETAM, C2R, CDR, CICFCM (Chalon S/S) CAP Méditerranée (Marseille), Collectif des Femmes tunisiennes en France, Cscst (Montréal), CVDT (Belgique), Coraldt (Lyon) El Ghorba (Lyon), Elamel Tunisie-France, (Roanne),Familia Tounsia, FTCCR, GVTB (Italie), Groupe Franz Fanon, Groupe Démocratie; Irada (Belgique) Insered, Iris, (Grigny), Utac-Paris, El Karama, Génération Pouvoir, La plume et la Parole, Mdet (Belgique), OLT, PNSS(Marseille), Risom, Solidarité Jasmin, (Marseille), STF (Grenoble), TNS (Italie), Tunisie-Contact, UTE, UTS (Le Mans), UNI'T, UTIT-ID, Association Zitouna, Zembra, Union Migranti Tunisini in Italia « Alwaad »

## 4 Commissions organisées

### **1. La représentation**

- ✓ Reconnaissance des associations des tunisiens à l'étranger
- ✓ La mise en place d'une coordination associative permanente élue démocratiquement
- ✓ Création d'un ou plusieurs sites pour circuler l'information

- ✓ Création d'une instance de représentation des tunisien(ne)s à l'étranger avec une antenne dans les différents pays d'accueil)
- ✓ Refonte totale de l'OTE

## **2. Les sans papiers tunisiens dans le monde, les sans papiers étrangers en**

### **Tunisie et les accords bilatéraux**

- ✓ La Tunisie doit ratifier « la convention internationale relative aux droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille »
- ✓ Il est impératif également que soit revue la loi tunisienne de 2004 et modifiée dans un sens plus respectueux des droits humains
- ✓ Création des permanences juridiques pour venir en aide aux sans papiers tunisiens
- ✓ Proposer une aide sur le retour digne et décent des sans papiers (pour ceux qui le souhaitent)

### **3. Les jeunes , les étudiants, l'enseignement de la langue, la culture**

- ✓ Redynamiser l'apprentissage de la langue arabe, faire référence à la mémoire de l'immigration tunisienne dans les manuels scolaires tunisiens
- ✓ Développer le tourisme culturel, L'accès équitable de bourse d'étude avec l'accès au logement étudiant dans la maison de Tunisie.
- ✓ Nommer des attachés culturels qualifiés et sans aucun rattachement politique.
- ✓ La création d'Instituts culturels dans les pays d'accueil sur le modèle de l'Institut Goethe ou Cervantès.
- ✓ Aide à la création par des subventions étatiques attribuées aux porteurs de projets artistique à l'Etranger.
- ✓ Renforcer le mécénat et créer des partenariats avec les grandes fondations pour la mise en place et le financement de projets culturels en Tunisie.
- ✓ Créer une instance à l'instar de la SACD et de la SACEM (En France) pour protéger les droits d'auteur et tous les créateurs tunisiens et d'autre protections (fonds d'acquisitions, comité de défense des droits des artistes...)

#### **4. L'accueil dans les consulats, les retours, les projets**

- ✓ Rapprocher les services consulaires des Tunisiens et créer des antennes consulaires, La nécessité de créer une ligne de transport maritime et aérienne entre la Tunisie et la Corse ou la création d'une escale régulière dans les lignes existantes, améliorer l'accueil et la qualité des services rendus.
- ✓ Garantir la neutralité de l'administration.
- ✓ Affermir les relations entre les ambassades/consulats et le tissu associatif, créer des permanences juridiques
- ✓ Garantir la maîtrise des prix pour les billets d'avion ou de bateau (Tunis air et CNT), supprimer la franchise de 1000 dinars dans le cas d'un retour provisoire.
- ✓ Favoriser les projets d'investissements des PME-PMI et uniquement les multinationales en Tunisie.
- ✓ Encourager les projets à dominante écologique, le développement horizontal, alléger les formalités administratives pour les porteurs de projets tunisiens résidents à l'étranger.

#### **Compte rendu de la rencontre de la délégation des assises de l'immigration tunisienne avec monsieur Habib Louisi directeur de cabinet de Monsieur le ministre des affaires sociales le 30 juin 2011)**

- ✓ Une délégation composée de 10 délégués a rencontré le chef cabinet du ministre des affaires sociales le jeudi 30 juin 2011 dans le cadre de la première réunion de suivi des revendications contenus dans le cahier des doléances.
- ✓ Monsieur Louisi a annoncé la tenue d'une prochaine séance de travail ministérielle sur les problèmes des migrants et de l'immigration qui pourrait être le moment d'annoncer les nouvelles mesures.
- ✓ Les questions ont été scindées en 2, celles pouvant être résolues à court termes et celle à moyen terme.

### **Questions à court terme:**

- \* Mise en place d'un comité de consultation des immigrées.
  - ✓ Baisse des tarifs des billets d'avions et bateaux vers la Tunisie au bénéfice des migrants tunisiens
  - ✓ La suppression ou l'augmentation substantielle de la franchise douanière de 1000 dinars
  - ✓ La suppression de la fiche de police à l'entrée et à la sortie du territoire tunisien.
  - ✓ La suppression des messages figurant sur les écrans de contrôles de la police des frontières contre les militants tunisiens datant du régime de la dictature.
  - ✓ La suppression du paiement du timbre fiscal en cas de séjour supérieur à 6 mois
  - ✓ Améliorer l'accueil dans les ports et les aéroports en Tunisie et en Europe
  - ✓ Régler les problèmes des bâtiments de l'ancien régime dans les zones de résidence à l'étranger
  - ✓ Création de permanence consulaire pour les zones les plus éloignées comme la Corse

### **Questions à moyen terme:**

- ✓ Création d'un Haut Conseil de l'Immigration
- ✓ Réforme et restructuration de l'OTE

---

## **Prérogatives au projet de loi pour le Conseil des Tunisiens à l'Étranger Propositions de la société civile**

- ✓ Indépendance financière et politique. Il devra représenter la société civile composant les tunisiens à l'étranger et devra servir d'interface entre les divers

administrations internationales, tunisiennes et la société civile tunisienne à l'étranger en étant l'émanation de ses offres et de ses demandes avec la Tunisie.

- ✓ Doit assurer le suivi de la politique générale du pays en intégrant les droits, demandes et projets des tunisiens à l'Étranger afin qu'ils soient structurés, reconnus et qu'ils obtiennent une force d'être le deuxième œil du pays et disposant d'un pouvoir décisionnel afin qu'il soit en remplacement des députés de l'étranger, inscrit dans la constitution comme tel.
- ✓ Recevoir et émettre des rapports réguliers de gouvernance pour lui rendre la force et la légitimité de ses actions et des ses projets pour le pays et que soit pris en compte le droit et la valeur de ses ressortissants tunisiens.

### **Propositions de la société civile**

- ✓ Bénéficiaire prochainement d'un ministère de l'immigration dont le travail pour le Conseil sera la représentation en terme de services et de liens administratifs. Son rôle et ses objectifs d'action seront à cet effet détaché du ministère des affaires étrangères qui concerne le reste des relations internationales avec le pays.
  - ✓ Etant donné l'effectif de plus en plus important des associations dites "franco tunisiennes" et devant le manque d'information, de communication et de lien administratif avec le pays, nous souhaitons que ses associations soient reconnues, structurées juridiquement, répertoriées et régularisées administrativement selon leur mode d'action, les services et secteurs qu'elles touchent en Tunisie. Des conventions pourraient être établies afin de leur donner plus de force et de reconnaissance.
  - ✓ Soutien des associations pour permettre et faciliter leur champs d'action en signant directement une convention avec les grands financeurs européens afin qu'une répartition plus légitime des fonds soient octroyées aux associations les plus dynamiques et porteuses de projets favorables au développement du pays.
-

# Projet de Loi équipe Majlesna

*Portant réforme du Conseil Supérieur des Tunisiens Résidents à l'Étranger*

PRÉSENTÉ

Par Monsieur Houcine El Jaziri,

Secrétaire d'État aux Migrations et aux Tunisiens à l'Étranger

## EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La Loi n°90-55 du 18 juin 1990 portant création du *conseil supérieur des tunisiens résidents à l'étranger* a posé le principe d'un conseil consultatif. Depuis, aucune instance représentative des tunisiens de l'étranger n'a pu voir le jour, et ce, malgré les demandes répétées de la société civile tunisienne de l'étranger.

Les communautés de citoyens à l'étranger sont devenues des acteurs économiques et politiques importants pour un nombre croissant de pays. En effet, l'impact positif de l'émigration sur le taux de chômage ainsi que sur le rôle joué par les émigrés, au travers des envois d'argent au pays, dans la réduction de la pauvreté et le soutien au développement économique sont autant de facteurs qui ont été pris en compte par les états qui disposent d'une diaspora conséquente.

En Tunisie, on a pu constater une évolution notable quant à la référence faite par les pouvoirs publics tunisiens aux tunisiens de l'étranger. Depuis 1963, la migration internationale constitue un élément important de la politique de l'emploi tunisienne. Au cours de cette période le terme utilisé pour désigner ces tunisiens était " travailleurs tunisiens à l'étranger ".

Puis, une nouvelle approche des communautés à l'étranger est apparue au cours des " années 90 ". Dans le discours politique, on retrouve le terme de " partenariat ", les pouvoirs publics insistent sur la nécessité d'accorder plus d'attention aux problèmes rencontrés par la deuxième génération de migrants.

Alors que la première vague de migrants est principalement composée de travailleurs peu qualifiés, avec un faible capital social et culturel, les migrants des " années 90 " ont une meilleure connaissance des sociétés et des cadres législatifs dans lesquels ils évoluent. Les premiers entretiennent le " *mythe du retour* ", tandis que les seconds sont en demande de reconnaissance politique et revendiquent un désir de participer au développement du pays.

Aujourd'hui, les tunisiens de l'étranger vivent des réalités différentes: migrants économiques, intellectuels, militants politiques, immigrés clandestins, et tunisiens nés à l'étranger. Ils représentent 10% de la population tunisienne, 5% du produit intérieur brut et 23% de l'épargne nationale.

Néanmoins, ils conservent un attachement fort avec la Tunisie et ils contribuent " tous " indéniablement au développement du pays grâce à la permanence du lien d'appartenance à la communauté nationale.

En dépit des évidentes transformations sociologiques et de la pérennisation de ces communautés à l'étranger, aucune réelle politique en faveur des tunisiens résidents à l'étranger (ci-après TRE) n'a été mise en place.

Nous vous proposons aujourd'hui de dessiner un nouveau modèle de représentation de nos citoyens expatriés afin qu'ils puissent se sentir fiers d'appartenir à notre Nation.

## **I. La représentation démocratique des tunisiens à l'étranger : le résultat d'un long processus**

Longtemps oubliés de la représentation démocratique, les tunisiens de l'étranger disposent de députés siégeant à l'Assemblée Nationale Constituante depuis les élections du 23 octobre 2011.

Le Gouvernement a émis le souhait de parfaire ce processus démocratique et d'instaurer une réelle représentation de proximité en se référant à une revendication de la diaspora tunisienne.

Le Gouvernement a ainsi invité les acteurs de la société civile, qui en avaient émis le souhait, à s'exprimer sur leur vision d'un Conseil des Tunisiens à l'Étranger.

Des consultations se sont tenues entre les différents acteurs de la diaspora tunisienne à l'étranger et les représentants des pouvoirs publics en charge de la question de l'émigration tunisienne.

Le Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger est le fruit d'un engagement du Gouvernement devant les tunisiens. C'est une grande idée : celle de l'alliance de toutes les forces vives de la Nation au service d'un projet de société.

Le projet de création d'un Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger (ci-après HCTE) se veut inclusif et participatif afin que la communauté tunisienne à l'étranger soit encadrée et supportée dans son évolution et dans sa participation au développement de la Nation.

## **II. Une instance représentative à deux niveaux : une démarche participative**

La plupart des pays développés et démocratiques ont mis en place des instruments de représentation de leurs communautés respectives. Les conseils consultatifs peuvent constituer la seule forme de participation électorale des expatriés ou, en être un complément de suffrage aux élections législatives. L'objectif commun à tous, bien au-delà des différences de structures, est la promotion d'une réflexion conjointe, entre les porte-paroles des diasporas et les fonctionnaires ou représentants des États, sur la problématique des migrations sous forme de consultation formelle de la part du Gouvernement ou à l'initiative des membres élus.

Aujourd'hui, il est primordial que les TRE, partie intégrante de la société tunisienne, renouent avec leurs institutions gouvernementales, et retrouvent confiance en leur administration.

En réponse à la situation préjudiciable tant à la représentation effective des tunisiens à l'étranger, qu'à la place de la Tunisie dans le monde, le présent projet de loi a pour objectifs convergents :

- d'assurer une représentation de proximité des tunisiens à l'étranger afin d'améliorer la prise en charge administrative de cette population et de favoriser son ancrage dans la communauté nationale et sa participation aux scrutins électoraux.

- d'établir une cohérence entre différents niveaux de représentations des tunisiens résidents à l'étranger, en centrant le HCTE sur sa mission consultative auprès du Gouvernement.

Les Conseils Locaux, quant à eux, font remonter au HCTE les problématiques du terrain.

À cette fin, le texte s'inscrit dans une réforme plus large qui vise à promouvoir une architecture à trois niveaux :

- un échelon local, avec la création de 127 Conseillers Locaux élus au suffrage universel direct au sein de 29 circonscriptions consulaires. Ce maillage d'élus au suffrage universel direct, expression de la démocratie locale, rapproche le dispositif tunisien des pays européens ayant une forte communauté nationale à l'étranger (Espagne, Italie, Portugal).
- un échelon central avec la création d'un HCTE composé de conseillers locaux élus par leurs pairs au sein de zone géographique regroupant, avec cohérence, les circonscriptions consulaires d'une même région.
- un échelon national, avec une représentation parlementaire devenue efficiente.

Il est donc crucial de mettre en œuvre une stratégie globale, cohérente, et de grande ampleur à destination des TRE.

Tels sont, Mesdames, Messieurs, les motifs du présent projet de loi que nous vous demandons de bien vouloir adopter.

# **Projet de loi portant réforme du Conseil Supérieur des Tunisiens**

## **Résidents à l'Étranger**

### **- *Titre I : Dispositions relatives au Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger***

#### **- *Chapitre I : Dispositions générales***

##### **Article 1**

L'article 1 est ainsi modifié :

Il est institué auprès du Président de la République un conseil consultatif dénommé le " Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger " (HCTE).

##### **Article 2**

L'article 2 est ainsi modifié :

Le Haut Conseil des Tunisiens de l'Etranger est une instance indépendante, il ne reçoit, dans l'exercice de ses attributions, aucune instruction.

### **- *Chapitre II : Dispositions relatives aux attributions du HCTE***

##### **Article 3**

L'article 3 est ainsi modifié :

Le HCTE a pour mission, dans le respect des attributions de l'État, de participer à l'élaboration de la politique nationale relative aux tunisiens de l'étranger.

Il contribue à la défense de leurs droits et intérêts, à la simplification de leurs démarches administratives, à la lutte contre toute forme de discrimination, à la protection de leurs personnes et de leurs biens ainsi qu'au développement de l'éducation et de l'économie tunisienne hors de Tunisie.

Il participe à l'action culturelle et au rayonnement de la présence tunisienne dans le monde.

Il favorise la solidarité entre les tunisiens et la Tunisie.

#### **Article 4**

L'article 4 est ainsi modifié :

Le HCTE est consulté par le Gouvernement, sur les projets de textes législatifs et réglementaires intéressant les tunisiens de l'étranger, et sur toute question consulaire ou d'intérêt général, notamment culturel, éducatif, économique et social, les concernant.

Le HCTE est consulté à l'occasion des négociations des Traités et Conventions internationales portant sur la situation des tunisiens de l'étranger.

#### **Article 5**

L'article 5 est ainsi modifié :

Le HCTE peut également de sa propre initiative réaliser des études, adopter des avis et des recommandations relatives aux réformes à caractère législatif et réglementaire concernant les tunisiens de l'étranger.

#### **Article 6**

L'article 6 est ainsi modifié :

Le HCTE élabore un rapport annuel qui comporte :

- les résultats et l'état des finances du HCTE.
- le budget prévisionnel de l'exercice de l'année suivante.
- une présentation des différentes activités de l'année précédente, et des données afférentes.

- une analyse concernant le degré de réalisation des objectifs fixés pour l'année précédente.
- un descriptif des objectifs pour l'année suivante.

Le rapport comporte également les suggestions et les recommandations que le HCTE juge opportuns pour l'accomplissement de sa mission.

Une copie du rapport est adressée au Président de la République.

### ***Chapitre III : Dispositions relatives à la composition du HCTE et au statut de ses***

#### ***- membres***

#### **Article 7**

L'article 7 est ainsi modifié :

Le HCTE doit veiller à garantir aux tunisiens de l'étranger une représentativité réelle, équilibrée en veillant au respect du principe d'équité entre les générations, de parité homme-femme et de répartition géographique en fonction du lieu de résidence.

#### **Article 8**

L'article 8 est ainsi modifié :

Le HCTE est composé de :

- conseillers locaux élus au scrutin universel direct représentant les citoyens tunisiens résidents à l'étranger.
- un comité de personnalités qualifiées nommés sur la base de leurs compétences personnelles et de leur rayonnement à l'étranger notamment dans le domaine économique, culturel et social.
- membres de droit, représentants des administrations désignés par les administrations concernées.

#### **Article 9**

L'article 9 est ainsi modifié :

Les membres du HCTE sont élus par les conseillers locaux au sein de chaque circonscription consulaire disposant d'un conseil local.

Les membres du HCTE sont élus dans le cadre de circonscriptions électorales délimitées en annexe.

Le nombre des conseillers à élire dans chaque circonscription est déterminé en fonction de la part de la population tunisienne de chaque circonscription électorale, arrêtée au 1er janvier de l'année de l'élection.

Les conseillers au HCTE sont élus dans la proportion des trois quart des membres.

### **Article 10**

Dans le cas où il ne peut être organisé d'élections dans certaines circonscriptions électorales, les représentants de ces circonscriptions seront désignés par le Président de la République.

### **Article 11**

Le Gouvernement, après consultation du HCTE désigne un comité de personnalités qualifiées afin d'enrichir la réflexion du HCTE par leurs avis, dans la proportion d'un huitième des membres.

Ils participent aux séances du HCTE et aux réunions de ses différentes commissions avec une voix consultative.

Le Gouvernement procède aux nominations dans le respect des critères de compétence, d'indépendance et d'égalité hommes-femmes.

### **Article 12**

Le Gouvernement désigne des membres de droit dans la dans la proportion d'un huitième des membres, représentant notamment les ministères suivants :

- Ministère des Finances.
- Ministère du Transport.
- Ministère des Affaires Étrangères.

- Ministère du développement et de la coopération internationale.
- Ministère des Affaires Sociales.
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
- Ministère de la Justice.

Ils peuvent assister aux séances du HCTE et aux réunions de ses différentes commissions avec une voix consultative.

### **Article 13**

Ne peuvent être élus ou désignés conseillers du HCTE les personnes ayant assumé :

- des responsabilités gouvernementales ou politiques ou ayant été salariées d'un parti politique, pendant les deux années précédant leur élection ou leur nomination.
- une fonction dans une organisation officielle tunisienne à l'étranger.
- des activités professionnelles dans les représentations consulaires et diplomatiques de Tunisie.
- une responsabilité au sein des structures du RCD à l'époque de l'ancien régime.

### **Article 14**

La durée du mandat des conseillers du HCTE est de quatre ans. Il est renouvelé par moitié tous les deux ans.

Les conseillers du HCTE ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs.

### **Article 15**

Les indemnités et avantages accordés aux membres du HCTE sont fixés par décret.

- ***Chapitre IV : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement  
du***

- ***HCTE***

**Article 16**

Le HCTE comprend :

- l'assemblée plénière
- le président
- deux vice-présidents - le bureau
- le secrétariat général
- les commissions permanentes
- les commissions temporaires

**Article 17**

L'assemblée plénière qui réunit les membres élus, les membres désignés ainsi que les membres de droit est chargée de déterminer la stratégie générale du HCTE. Elle se tient à Tunis au moins deux fois par an.

Elle se réunit sur convocation de son président afin de délibérer sur l'ordre du jour, et notamment :

- approuve le programme prévisionnel de l'action du HCTE.
- statue sur les projets de rapports, les recommandations et les avis qui lui sont soumis par les commissions.
- approuve le budget prévisionnel de l'année suivante.

**Article 18**

Le président du HCTE est élu en son sein, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, par les membres élus du Conseil, pour une durée de quatre ans.

**Article 19**

Le bureau est composé du président, des vice-présidents du Conseil, et des rapporteurs généraux des commissions permanentes. Il assure la continuité des travaux pendant l'intersession. Il se réunit quatre fois par an.

## **Article 20**

Les membres sont répartis au sein de commissions spécialisées qui préparent les rapports soumis au bureau ou à l'assemblée plénière. Chaque membre fait obligatoirement partie d'une commission permanente et d'une seule. Les commissions permanentes sont au nombre de trois:

- Commission Actions culturelles et éducatives,
- Commission Finances et Affaires économiques,
- Commission Affaires juridiques et sociales / relation avec le citoyen.

Par ailleurs, des commissions temporaires peuvent être créées au sein du HCTE pour l'étude de problématiques particulières ou des questions dépassant le champ de compétence d'une commission.

Le champ de compétences de chacune de ces commissions est défini par décret.

## **Article 21**

Un décret détermine les modalités d'application du présent chapitre.

### ***- Titre II : Les Conseils Locaux des Tunisiens à l'Etranger***

#### ***Chapitre I : Dispositions relatives aux attributions des Conseils Locaux des***

#### ***- Tunisiens à l'Etranger***

## **Article 22**

Dans les domaines relevant de leur compétence, les conseils locaux sont chargés de :

- proposer toutes les mesures et particulièrement les mesures d'ordre juridique, qui sont de nature à garantir le respect des droits des tunisiens résidents à l'étranger.
- présenter des mesures susceptibles d'améliorer le fonctionnement des consulats dans les circonscriptions.
- faire connaître au poste consulaire l'opinion de la communauté tunisienne expatriée. Les Conseils Locaux sont les organes de représentation des tunisiens dans les rapports avec les représentations diplomatico-consulaires.

À ce titre, dans chaque circonscription consulaire, une rencontre trimestrielle réunira les autorités consulaires ainsi que un ou plusieurs membres du Conseil Local de la circonscription afin de s'informer des différentes problématiques rencontrées par les tunisiens résidents à l'étranger. Un compte rendu de ces rencontres sera transmis au Président du HCTE.

- favoriser la médiation entre les tunisiens résidents à l'étranger et l'administration tunisienne.
- coopérer avec l'autorité consulaire pour défendre les droits et les intérêts des citoyens émigrés afin de favoriser l'intégration dans le pays d'accueil et de maintenir les liens avec la Tunisie.
- encourager et soutenir le développement scientifique et économique des tunisiens résidents à l'étranger.
- promouvoir et accompagner l'investissement en Tunisie, et défendre les intérêts économiques des TRE.
- promouvoir, en collaboration avec les autorités tunisiennes ainsi que les associations de tunisiens de la circonscription, la vie sociale, culturelle et culturelle.
- assurer le suivi et l'évaluation des politiques migratoires de la Tunisie, par le biais d'études scientifiques.

## ***Chapitre II : Dispositions relatives à la composition des Conseils Locaux et au***

### **Article 23**

Les conseillers locaux représentant les citoyens tunisiens résidents à l'étranger sont élus pour quatre ans au suffrage universel direct.

### **Article 24**

Les membres des Conseils Locaux sont élus dans chaque circonscription au scrutin de liste à un tour.

L'élection a lieu à la représentation proportionnelle dans les circonscriptions qui élisent au moins trois conseillers, dans les autres circonscriptions, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

Les sièges attribués à la représentation proportionnelle obéissent la règle de la plus forte moyenne entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au sein de la circonscription, selon l'ordre de présentation de la liste.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Les listes présentées doivent satisfaire à l'exigence de parité, et adopter l'organisation alternée homme-femme des listes dès lors que le scrutin proportionnel s'applique.

### **Article 25**

Sont éligibles au Conseil Local les électeurs inscrits sur l'une des listes électorales consulaires de la circonscription électorale dans laquelle ils se présentent.

Ils doivent justifier d'une résidence effective d'un minimum de cinq années dans cette circonscription.

Le Conseil Local est composé au minimum d'un tiers de femmes et d'un tiers d'élus de moins de 35 ans.

## **Article 26**

Le nombre de conseillers locaux à élire dans chaque circonscription est déterminé conformément au tableau en annexe.

### ***Chapitre III : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des***

#### ***- Conseils Locaux***

## **Article 27**

Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Conseils Locaux seront déterminées par décret.

Les Conseils Locaux adoptent dès leur élection un règlement intérieur unifié, commun à tous les Conseils Locaux.

#### ***- Titre III : Dispositions finales***

## **Article 28**

En attendant la mise en place des futures institutions législatives et exécutives, conformément à la nouvelle constitution, la première élection des Conseils Locaux aura lieu de manière concomitante à celle du Président de la République.

---

## **Proposition de projet des tunisiens de Montréal.**

TE : Tunisiens à l'Etranger

HCTE : Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger

Culture, éducation	
--------------------	--

Economie et projet de développement	
Droit, juridiction à l'étranger	
Scientifique	
Génération, femme, problème sociaux	

Le 1 décembre 2012 a eu une réunion des assemblé de tunisien a l'étranger avec les associations de tunisien sur Montréal Ottawa et Québec avec une présentation directement ou indirect part visioconférence avec la présence de consule tunisien de Montréal et le conseiller général de **d'Information, de Formation, d'Études et de Documentation sur les Associations.**

**Après avoir pensée avec les personne présent de penser a une bonne conception**

**Dans ce rentre, on a pu voir la conception d'autre pays comme la France brésil Portugal Maroc et la France et avant tous cela pensée a trouvée un nom, un Terme de structure, de ses objectifs, de fonctions et de sa composition comment choisir les membres et les matériels et des méthodes de travail et des relations avec la communauté et l'administration.**

- : Un nom : Ce nom qui décri un thème précis en relie les tunisien a l'étranger et immigration.et un une relation par rapport a ma révolution.**
- : Un Terme de structure de ses objectifs, de fonctions et de sa composition comment choisir les membres : Assemblé dimensionné par zone géographique France Amérique de nord moyen orient canada ... Election directe des membres par zone**
- : Des méthodes de travail et des relations avec la communauté et l'administration**

**Pensée a trouvée des termes de structure par des expert**

**Trouvée des astuces pour faire participer les tunisien a l'étranger**

**Travailler pour quel ne soit pas pour faire des assemblée pour organisé des fêtes des événements été par exemple.**

---

## **CONSULTATION DES TUNISIENS AU SUD DE LA FRANCE**

### **SUR LA CREATION D'UNE INSTANCE REPRESENTATIVE DES TUNISIENS A L'ETRANGER**

**(Lyon, Marseille, Nice, Grenoble et Toulouse : Novembre 2012 )**

Suite à la tenue du Colloque des Associations de Tunisiens à l'Etranger en date du 9 Juillet 2012 à Tunis et dès l'annonce par le Secrétariat d'Etat à l'immigration et aux Tunisiens à l'Etranger de l'élargissement de la consultation relative à la création d'une instance représentative des tunisiens à l'étranger, une série de rencontres et de réunions de travail a été organisée dans plusieurs villes au sud de la France connues par une présence importantes de Tunisiens.

Ont participé à ces rencontres notamment des représentants des associations de Tunisiens dans les villes précitées, des compétences tunisiennes appartenant à divers secteurs, des commerçants, des étudiants...

Le dialogue engagé avec ces personnes a permis de soulever des questions et propositions nombreuses et diverses se rapportant plus ou moins directement à cette instance. On peut les classer selon les thèmes comme suit :

#### **DENOMINATION:**

- Conseil Consultatif des Tunisiens à l'Etranger
- Conseil Supérieur des Emigrés Tunisiens
- Conseil Supérieur de l'Emigration
- Conseil de l'Emigration et des Tunisiens à l'Etranger

-Conseil des Tunisiens à l'Étranger

### **NATURE DE L'INSTANCE :**

-Accorder un rôle purement consultatif à cette instance, évitant ainsi toute contradiction avec des institutions constitutionnelles, gouvernementales et administratives. Se limiter à une vocation exclusivement consultative ne compromet pas l'importance d'une telle instance dans la conception de la politique et des stratégies tunisiennes en matière de migration, à l'instar de plusieurs pays du monde.

-Doter cette instance d'une mission délibérative, traduisant ainsi la volonté de la communauté tunisienne en vue de participer directement et activement à la confection de la politique d'émigration, à la promotion de ses relations interactives avec la patrie. D'après les défenseurs de cette approche, le pouvoir décisionnel de cette instance lui permet d'acquérir plus de crédibilité auprès des Tunisiens à l'étranger.

-Créer un conseil ayant la forme d'une instance collégiale et doté de moyens matériels et humains adéquats en vue d'accomplir sa mission au niveau central et dans les pays d'accueil (établissement public avec une autonomie administrative et financière).

-Possibilité de créer une instance équilibrée ayant une vocation consultative et délibérative à la fois, selon les attributions accordées

-Concentrer les efforts en vue de mieux servir les Tunisiens à l'étranger et défendre leurs intérêts compte tenu des nouveaux acquis de la Révolution et dans le cadre d'une meilleure collaboration et synchronisation avec les instances gouvernementales, administratives et associatives.

-Consacrer les principes de concertation et du travail collectif au sein de l'instance évitant ainsi toute monopolisation par son président

### **ATTRIBUTIONS :**

-Insister sur le rôle de défense des droits et intérêts des Tunisiens à l'étranger vu le degré de ségrégation raciale et religieuse qui sévit de plus en plus dans certains pays d'accueil et notamment en Europe.

-participer à la conception et à l'évaluation de la politique d'émigration

-Mettre en exergue le rôle pédagogique de cette instance notamment en ce qui concerne la situation des Tunisiens à l'étranger sans ignorer les multiples difficultés et obstacles qu'ils rencontrent dans les pays d'accueil qu'en Tunisie

-fixer les attributions du conseil et délimiter son champ d'intervention d'une manière précise garantissant ainsi l'efficacité de cette instance et évitant tout conflit de compétence avec les instances administratives concernées

-Garantir l'indépendance du conseil qu'il soit consultatif ou délibératif et le protéger des surenchères politiques tout en insistant sur les valeurs de la citoyenneté et de l'identité et en luttant contre l'exclusion sociale dans les pays d'accueil

## 2

-Participer à l'élaboration d'une stratégie de communication avec les Tunisiens à l'étranger répondant à leurs soucis et renforçant l'image de la Tunisie

-Emettre des propositions concrètes en vue de promouvoir la qualité des services administratifs, consulaires et sociaux rendus au profit des Tunisiens à l'étranger

-Renforcer la participation des TRE dans le développement de la Tunisie dans tous les domaines (politique, économique, social, culturel ...)

-favoriser le partenariat avec le tissu associatif dans tous les domaines

-Consulter le conseil sur les textes législatifs et réglementaires concernant les TRE, les accords bilatéraux en matière de sécurité sociale et de main d'œuvre

-Accorder aux nouvelles générations la place méritée et veiller à assurer leur participation effective dans la conception et l'exécution de la politique d'émigration

-Suivi de la situation des compétences et des étudiants tunisiens à l'étranger et élaborer des plans de communication et de partenariat avec ces personnes vu l'importance de leur rôle en vue de soutenir le développement en Tunisie et de renforcer son image dans les pays d'accueil

### **COMPOSITION :**

-Garantir la représentativité de tous les TRE (toutes les catégories notamment les nouvelles générations, des deux sexes, couvrant le maximum de pays d'accueil...)

-Consacrer une composition équitable entre les représentants élus des TRE d'une part et les représentants désignés par les instances gouvernementales et administratives d'autre part

-Election des 2/3 parmi la communauté tunisienne à l'étranger et désignation d'1/3 représentant l'Administration

-Répartir les membres du conseil comme suit : 1/3 représentant les associations, 1/3 les compétences, les commerçants et hommes d'affaires et 1/3 désigné par les instances gouvernementales et administratives

-Se baser sur la règle de l'élection libre et directe pour le choix des représentants des TRE parmi des candidatures personnelles n'appartenant pas à des listes déterminées

-Election du Président du conseil

-Assurer la transparence et la compétence quant au choix des personnes désignées

### 3

-Imposer aux associations représentant les Tunisiens au sein du Conseil qu'elles soient réellement actives et rayonnantes

-Fixer le mandat des membres du conseil pour 5 ou 6 ans avec renouvellement de la moitié des élus tous les 3 ans pour assurer la continuité de fonctionnement du conseil

-Fixer le nombre des élus pour chaque circonscription consulaire après étude statistique et démographique à cet effet

#### **FONCTIONNEMENT :**

-Favoriser le dialogue et le consensus quant aux questions soumises au conseil en vue d'assurer l'efficacité et la réussite à ses travaux et conclusions

-Tracer une politique Nationale en matière d'émigration avec des plans sectoriels et veiller à leur évaluation périodiquement

-Garantir l'autonomie des travaux du conseil même si son rôle est consultatif

-Respecter la périodicité des réunions du conseil

-Organiser une rencontre annuelle regroupant les membres du conseil et ceux du Gouvernement en vue de résoudre les difficultés rencontrées

-Instaurer le principe du bénévolat pour les membres du conseil et se limiter au remboursement des frais engagés à l'occasion de l'exercice de la mission accomplie (transport...)

-Garantir un équilibre constant entre les organes du conseil (assemblée générale : programme annuel, budget, règlement intérieur... Président : coordonne et veille au bon fonctionnement ...Secrétaire Général : gestion administrative et financière...Bureau du conseil et commissions sectorielles...)

#### **OBSERVATIONS GENERALES :**

- Constitutionnalisation du principe de création du conseil des TRE
  - Prorogation du délai de consultation sur le conseil dans le souci de recueillir le maximum d'avis et de propositions
  - Constituer un comité technique regroupant des universitaires et des experts dans le domaine des migrations en vue d'entamer l'étape de rédaction du projet de texte concernant le conseil
  - Instaurer un site web interactif pour mettre les TRE et l'opinion publique au courant de toute information concernant le Conseil et pour récolter davantage de propositions
- 

## **Consulat de Tunisie PARIS**

**18 novembre 2012**

### **1. Constat :**

- Accentuation sur la révision de la méthodologie du travail approuvée en termes d'absence du brouillon du projet et réalisation d'un débat sur son contenu
- Absence de moyens de communication des personnes concernées du sujet
- Défaut d'adoption d'un calendrier de travail claire
- Défaut d'éclaircissement sur le rôle qu'adoptera ce Conseil par rapport à la communauté surtout devant le pluralisme des structures administratives concernées de l'immigration

### **2. Propositions :**

- Formation d'une composition de ce conseil des membres d'associations pour ne pas disperser les efforts
- Participation des indépendants, experts, compétences et représentants de tous les catégories de la communauté
- Nécessité d'adoption des conseils de la réunion organisée en mois de Mai 2012
- Adoption de l'automatisme des élections pour former le Conseil Consultatif des Tunisiens à l'étranger mais il y a une autre vision qui préfère la désignation serait meilleure pour l'indépendance de ce Conseil
- Mise en place d'une Comité de Pilotage
- Mettre en place un calendrier qui fixera les dates et endroits des régions de réunions dans tous les pays et villes ayant un grand nombre de la communauté
- Mettre des moyens techniques et communicatifs nécessaires à l'exemple d'une page Web pour que la majorité des associations puisse voir le niveau d'avancement du projet et pouvoir, avec les comptes rendus des réunions, études et travaux et les comparer avec les différents pays ayant ce genre de structure avec la participation et les débat avec les différents propositions qui garantira les bases de la démocratie en communication avec les différentes associations en transparence et égalité du traitement des sujets.
- Organisation de la deuxième partie par consultation en forme d'ateliers comprenant les représentants des associations qui ont participé à la formulation des brouillons du projet

du Conseil pour l'objectif d'en débattre et l'entente dans les points de différenciation et proposer un brouillon uni au secrétariat d'état de l'immigration

- Adoption de la dimension de la communauté en France dans la proportionnalité de la composition du conseil
- Eloigner ce conseil consultatif de l'immigration de la politique
- Insertion le Conseil Consultatif de l'Immigration des Tunisiens à l'étranger dans la constituante

---

## Travaux pour le projet du Conseil des Tunisiens à l'Etranger à Aubervilliers

الجمهورية التونسية  
وزارة الشؤون الإجتماعية  
كتابة الدولة للهجرة و التونسيين بالخارج  
ديوان التونسيين بالخارج

معرض جلسة

الاجتماع مع الجمعيات حول  
مشروع 'مجلس الهجرة و التونسيين بالخارج'

اوبرفيليس - غرة اكتوبر 2012

نظمت كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج يوم الاثنين غرة أكتوبر 2012 اجتماعا بـ"دار التونسي" بأوبرفيلبي بمشاركة ما لا يقل عن 100 ممثل عن الجمعيات والكفاءات التونسية بباريس حول مشروع المجلس الاستشاري للهجرة (المجلس) بإشراف السيد حسين الجزيري كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج وبحضور السادة كريم عزوز المكلف بمهمة لدى السيد كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج و القنصل العام للجمهورية التونسية بباريس وقنصل الجمهورية التونسية بسبنتان و الحبيب بن منصور منسق العمل الاجتماعي بشمال فرنسا والملحقين الاجتماعيين بباريس وبننتان .

وبعد الكلمة الترحيبية للسيد الحبيب بن منصور، احيلت الكلمة الى السيد كريم عزوز الذي وضع الاجتماع في اطاره مشيرا الى ان اقرار مجلس يعنى بالهجرة والتونسيين بالخارج يستوجب مناقشة دوره ومهامه واليات عمله وعلاقاته مع مختلف الأطراف الاخرى في اطار مقاربة تشاركية، وأوضح ان كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج تعقد الى موفى السنة الحالية اجتماعات مع الجالية بالعديد من المدن الفرنسية والبلدان ذات الكثافة المهاجرة التونسية، مع الإشارة الى امكانية ادراج مدن لم تكن مبرمجة باعتبار قربها من مراكز اخرى على غرار مدينة افرنوبل .

كما بين ان الغاية الاولى من هذه الاجتماعات و اللقاءات الميدانية مع الجمعيات هي تحديد اوجه الاتفاق والاختلاف حول مشروع المجلس وتبني القضايا التي يغلب عليها الاتفاق ومناقشة قضايا الاختلاف للتوصل الى وفاق حولها ضمن ورشات عمل، مشيرا الى ان الاجتماعات السابقة بينت ان الاختلاف يتعلق بمبديا بالتمثيلية وفق التوزيع الجغرافي وجيل الهجرة ومسالة انتخاب وتعيين الممثلين. اما الغاية الثانية فهي تبادل الاراء والتنقيف المؤسساتي . كما تعهد قبل ان يحيل الكلمة الى السيد كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج بموافاة المشاركين بمحاضر جلسات الاجتماعات بما يجعل هذه الاستشارة شفافة.

ثم تناول السيد كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج الكلمة فأكد على ضرورة اعادة النظر في ملف الهجرة غير المنظمة والعمل على التصدي لها على اساس التنمية والتضامن بين تونس وبلدان الإقامة مما يقتضي مراجعة الاتفاقيات الثنائية على غرار اتفاقية سنة 2008 مع الدولة الفرنسية، بالإضافة الى ضبط سياسة وطنية للهجرة تقوم على اساس الدراسات الاستراتيجية مشيرا في

هذا السياق الى الهياكل الجديدة التي يتم بعثها لمعاوضة دور ديوان التونسيين بالخارج وهي المرصد الوطني للهجرة والوكالة التونسية للهجرة والتنمية، كما اعتبر ان المجلس الاستشاري للهجرة جزء من البرنامج المقترح الذي يتم العمل على تنفيذه وتقنيته بما ينزل ملف الهجرة المرتبة الاستراتيجية التي يستحقها.

ثم فتح باب النقاش فتراوحت مشاركات العشرين متدخل بين تساؤلات واقتراحات تمحورت حول النقاط التالية:

### 1- التساؤلات:

- الصبغة التي سيكتسبها المجلس سوف تكون 'استشارية' تستشار حول سياسة الهجرة ام صبغة شرعية ودستورية تفرض استدامتها، وهل ستكون ادارية باعتبار وجود هياكل ادارية معنية للهجرة،
- الاكتفاء بالمنتخبين عن المجلس الوطني التأسيسي كمثلين بالمجلس الاستشاري للهجرة ام اعتماد تمثيلية مغايرة .
- كلفة هذا المجلس باعتبار ميزانية الدولة التي ستخصص له،
- دور كتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج والهياكل الراجعة اليها بالنظر ومجالات عملها لتمكين الجمعيات من تقديم مسودة متناسقة حول مشروع المجلس.

### 2- المقترحات:

- ضرورة عمل المجلس على تحقيق اهداف الثورة،
- النأي بالمجلس عن التجاذبات السياسية مع ضمان استقلاليته،
- ضرورة التوافق بين مختلف الاتجاهات الفكرية للجمعيات،
- تحديد تسمية المجلس ،
- اعداد مسودة خاصة بتنظيم المجلس وضبط دوره وصلاحياته واهدافه، تنطلق منها الجمعيات للمشاركة في الاجتماعات مع تحديد رزنامة لهذه الاجتماعات، واستغلال الشبكات الاجتماعية للتعريف بمستوى التقدم في الاستشارة الخاصة به،
- ضمان التمثيلية الجغرافية والعمرية، ولكل شرائح الجالية ومكوناتها ( المرأة، والشباب ، ومختلف اجيال الهجرة مع تخصيص نسبة لشباب الجيلين الثاني والثالث ، والطلبة، والعمال، والمتقاعدون، ورجال الاعمال ، والكفاءات والمختصين في مجال الهجرة والجمعيات والمنظمات ، والوزارات ذات العلاقة... )،

الاجتماع مع الجمعيات حول مشروع المجلس للهجرة والتونسيين بالخارج  
اوبريليني - غزة أكتوبر 2012

- ثلاث منتخب من بين الجمعيات مع ضبط معايير الترشيح،
- ثلاث منتخب على اساس تصنيفات مختلفة كالعمر وجيل الهجرة والمنطقة الجغرافية...
- ثلاث بالتعيين من مختلف الكفاءات والمختصين ورجال الاعمال مع ضبط معايير الاختيار.

وادي تناوله كلمة الرد، اشار السيد كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج الى:

- اهمية تنزيل المجلس المرتبة الدستورية وجعله مؤسسة تنفيذية لها صلاحياتها بما يضمن استمرارية العناية بملف الهجرة، مع الإشارة الى السعي نحو تحقيق ذلك،

- اهمية ان تكون لهذا المجلس ادارة وميزانية لتسيير شؤونه،
- الحرص على احترام مقتضيات المسار الديمقراطي لتونس ما بعد الثورة ومواصلة النهج التوافقي المعتمد خلال الاستشارة الخاصة بالمجلس،
- الحرص على ضمان التمثيلية لكل شرائح الجالية بما في ذلك النقابات والمنظمات والشخصيات، مع التأكيد على تمثيلية المرأة.

ثم اختتم السيد كريم عزوز اللقاء مؤكدا على ان المجلس سيكون مجلسا خاصا بالهجرة و ان نواب المهاجرين بالمجلس الوطني التأسيسي لا يمكن ان يتناولوا دوما ملف الهجرة باعتبار ان مجلس النواب ليس مختصا فيه، وهو ما يدعو الى بعث مجلس يعنى بالهجرة تكون كل شرائح الجالية ممثلة به، كما اكد على ضرورة اعطائه الصلوحيات اللازمة، معتبرا ان كلفة هذا المجلس استثمار وليست هدرا للمال العام من حيث ان اهتمام الحكومة بملف الهجرة والتونسيين بالخارج كثرة بشرية وثقافية وفكرية واقتصادية وبعث الهياكل الملازمة لخدمتها وتشريكها في المسائل التي تهتمها يمثل اهم العوامل التي تشجع على العودة الى تونس والمساهمة الفاعلة في تنميتها.

المقررون

الحبيب بن منصور

حمادي بلقايدي

ناهد بن يحيى الراجحي

الاجتماع مع الجمعيات حول مشروع مجلس الهجرة والتونسيين بالخارج  
ايرفيلين - غرة أكتوبر 2012



799/10

05 نوفمبر 2012

مذكرة 00-091

## إلى السيدات والسادة الملتحقين الاجتماعيين تحت إشراف السادة رؤساء البعثات الدبلوماسية والقنصلية

الموضوع : حول مواصلة الاستشارة الموسعة المتعلقة بالمجلس الاستشاري

للتونسيين بالخارج

المرفقات : - مقدمة للموضوع

- محاضر جلسات اجتماعات السيد كاتب الدولة للهجرة والتونسيين  
بالخارج مع جمعيات الجالية بكل من ليون ومرسيليا وناونت وباريس  
وبروكسال

لقد مثلت الندوة الوطنية لجمعيات التونسيين بالخارج المنعقدة بقمرة  
يوم 9 جويلية الماضي نقطة الانطلاق للاستشارة الموسعة مع الجمعيات التونسية  
العاملة بالمهجر حول إحداث المجلس الاستشاري للتونسيين بالخارج وضبط تسميته  
وتحديد أهدافه ومشمولاته وتركيبته.

وتسريعا لهذا التمشي الذي ينبغي أن يقع إتمامه قبل انتهاء نوفمبر الجاري  
للتلوه مرحلة التأليف وإعداد النصوص القانونية في صيغة توافقية تأخذ بعين الاعتبار  
آراء ومقترحات ممثلي الجالية، فإني أدعوكم إلى عقد اجتماعات حول هذا الموضوع مع  
كافة الجمعيات الممثلة للجالية خلال هذا الشهر ومدّي بمحاضر جلسات هذه الاجتماعات  
مع قائمات المشاركين فيها مصحوبة بصفاتهم الشخصية والجمعيات التي ينتمون إليها.

Adresse : 90, Rue Abderrazak CHRAIBI - 1000 Tunis

الفاكس : 71 343 841 - 71 343 746

موقع الويب : www.ote.nat.tn

العنوان : 90, نهج عبد الرزاق الشرايبي - 1000 تونس

الهاتف : 71 343 733 - 71 343 665

البريد الإلكتروني : E-mail : ote@ote.nat.tn

ote@planet.tn

وفي هذا الإطار، وتيسيرا للمهمة المطلوبة منكم، فقد تقرر تكليف السادة الآتية أسماؤهم ببرمجة الاجتماعات المعنية معكم، كل حسب المساحة الجغرافية التي تهمه، والإشراف على هذه الاجتماعات بانفسهم عند عدم وجود ملحق اجتماعي.

كما وقع تكليفهم أيضا بتلقي محاضر الجلسات التي ستشرفون عليها لمدنا إثر ذلك بتقارير تاليفية تبرز أهم الآراء والمقترحات بصفة شاملة وشفافة.

ويتوزع السادة المعنيون على النحو التالي :

- السيد الحبيب بن منصور : ينسق بين الملحقين الاجتماعيين بشمال فرنسا ويشرف بنفسه على الاجتماعات مع الجمعيات التي لا يغطيها ملحق اجتماعي بهذه المنطقة.
- السيد عبد الرؤوف الجمل : يتولى إنجاز نفس المهام في جنوب فرنسا.
- السيد علي بلحاج : يكلف بالإشراف على الاجتماعات ببلجيكا وهولندا والبلدان الاسكندنافية.
- السيد حسن السوكني : يكلف بالإشراف على اجتماعات الجمعيات بالنمسا ويتلقى كافة التقارير المعدة من الملحقين الاجتماعيين باوروبا وتقاير المنسقين المذكورين أعلاه.
- السيد صالح حميدات : يكلف بالإشراف على الاجتماعات التي تهم دائرة اختصاصه ويتلقى تقارير الملحقين الاجتماعيين بكل من الجزائر والمملكة المغربية.
- السيد محمد خلفه يشرف على الاجتماعات بكل من كندا والولايات المتحدة الأمريكية ويقدم فيها تقريرا تاليفيا.

## **Consulat Tunisie Strasbourg**

23 novembre 2012

### **Propositions :**

1. Nomination du conseil : Remplacer le nom de Conseil Consultatif en Conseil Représentatif des tunisiens à l'étranger et d'autres trouvent le premier judicieux.
  2. Caractère du Conseil et ses fonctions : La majorité estime que ce conseil doit avoir un caractère constitutionnel et qu'il ne change pas avec les gouvernements et que ses décisions doivent être exécutées pour qu'il puisse résoudre les problèmes concernant la communauté.  
Quant à ses principes missions, elles doivent être définies par les différents acteurs de la communauté : associations, structures nationales de l'immigration en évitant la superposition des rôles avec les autres institutions.
  3. Composition Conseil : ce conseil doit avoir une partie de ses membres élus par la communauté avec la participation des représentants des différentes associations et surtout celles qui participent de manière efficaces et ayant un grand nombre d'adhérents.
  4. Indépendance du Conseil : Ce conseil doit être indépendant et en relation directe avec le secrétariat d'état de l'immigration.
- 

## **Consulat TUNISIE ROME**

04/12/2012

### **Propositions :**

1. Composition du Conseil : Il se compose de membres élus des associations et différentes compétences avec des règles de candidatures et l'adoption de la représentativité géographique de la communauté par la considération de la spécification de chaque région.
2. Mécanismes et méthodes de Travail :
  - Formation d'une administration centrale du Conseil de siège social en Tunisie et avec des antennes dans les pays où se trouve la communauté tunisienne en leur cautionnant des locaux.
  - Effectuer des réunions périodiques entre les antennes et l'administration du Conseil.

3. Relation avec la communauté et l'administration et l'état :
    - Le travail sur l'identification du Conseil au pays de résidence ou lui donner un caractère juridique pour qu'il puisse faire son travail de manière concluante dans le sens du service de la communauté.
    - Réaliser des réunions périodiques avec les services spéciaux en Tunisie dans les différents secteurs économiques, sociales, culturelles et autres pour les dossiers en relation avec les difficultés de la communauté et proposer des programmes pour forcer l'appartenance à la Tunisie.
- 

### **D'autres zones consulaires ont participé aux travaux pour l'écriture du projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger**

Riadh, Berne, Dunkerque, Koweït, Bruxelles, Bénélux....

Nous avons souhaité rendre compte des efforts et du travail de nombreux citoyens à l'étranger. Pour une diaspora plus forte et plus solidaire et pour une meilleure coordination du projet.

Avril 2014

